

Tebboune reçoit le Prince Abdelaziz ben Saoud P. 2



إطلاق البطاقة الالكترونية للاستفادة من الادوية لفائدة المعوزين غير المؤمن لهم اجتماعيا

19 جانفي 2026
المركز القومي بن عكنون

www.ziless.gov.dz min.travail ministère du travail algérie ministry of labor mless

ELLE DONNE ACCÈS À 1.000 PRODUITS PHARMACEUTIQUES

Les démunis ont aussi leur carte «Chifa»

Lire l'article de El-Houari Dilmi page 3

Une coupe d'Afrique : un football à l'arrière-goût amer...

Lire l'article de Nabil Mati page 8



L'édition de la honte s'est achevée dans la confusion

Lire l'article de M. Zeggai page 9

PARTIS POLITIQUES Le projet de loi devant la commission de l'APN

Lire l'article de A. Z. page 4



COMITÉ PALESTINIEN DE GESTION DE GHAZA Le Hamas prêt à la passation de pouvoir

Lire l'article de Mohamed Mehdi page 2

Comité palestinien de gestion de Ghaza Le Hamas prêt à la passation de pouvoir

Lundi, 102^e jour du cessez-le-feu, Israël continue de transgresser unilatéralement l'accord de Charm Al-Cheikh, en commettant, depuis le 11 octobre 2025, plus de 960 violations du cessez-le-feu, et de ne pas respecter le volet des aides humanitaires préconisé par le «plan de paix», dans ce qui semble être une démarche menée en total accord avec l'administration Trump.

Mohamed Mehdi

Dans son dernier rapport statistique, publié hier, le ministère de la Santé a fait état d'un martyr et de 12 blessés, dans les attaques sionistes des précédentes 48h (samedi et dimanche), ainsi que l'exhumation des décombres du corps d'un martyr. Le bilan des massacres israéliens depuis l'accord de cessez-le-feu du 11 octobre 2025 passe à 465 martyrs, 1.287 blessés et 713 corps de martyrs exhumés des décombres des bâtiments bombardés depuis le début du génocide.

Quant au bilan cumulatif des victimes du génocide israélien à Ghaza, depuis le 7 octobre 2023, il passe à 71.550 martyrs et 171.365 blessés.

Par ailleurs, les forces d'occupation sionistes ont poursuivi lundi leurs attaques à Ghaza, faisant au moins un martyr et plusieurs blessés.

Le correspondant de l'Agence de presse palestinienne Wafa, citant des sources médicales, a rapporté un martyr sous les balles des forces israéliennes à l'est de Khan Younes, dans le sud de la bande de Ghaza.

La même source a fait état également d'un bilan de plusieurs blessés «lorsqu'un drone israélien a largué une bombe sur un groupe de civils près du rond-point ouest de Beit Lahia, dans le nord de la bande de Ghaza».

Le Bureau des médias du gouvernement de Ghaza, affilié au Mouvement Hamas, a salué, dans un communiqué rendu public lundi, «la création du Comité national palestinien pour l'administration de la bande de Ghaza» et affirmant sa «pleine disponibilité pour les procédures de passation de pouvoir».

«Compte tenu de l'évolution de la situation politique et administrative et de l'annonce du passage à la deuxième phase, nous saluons la création du Comité national palestinien pour l'administration de la bande de Ghaza», a annoncé hier le Bureau du gouvernement.

La déclaration considère que la création du Comité «constitue un pas important vers la prise en compte des réalités administrati-

ves et des services publics dans la bande de Ghaza», conformément à «la priorité accordée à la cessation complète de l'agression en cours contre notre peuple palestinien, à la protection des civils et à l'atténuation des souffrances humanitaires de notre population».

Le gouvernement actuel de Ghaza annonce également sa pleine disponibilité pour «le transfert des pouvoirs» et son engagement dans la mise en œuvre des «procédures de passation de pouvoir» pour garantir une «transition harmonieuse et organisée du fonctionnement institutionnel», et «préservera les droits des citoyens et des employés du secteur public ainsi que la continuité des services».

En attendant la passation des pouvoirs, les activités gouvernementales et de services publics «se poursuivront normalement» à travers les «institutions et ministères», affirme le gouvernement de Ghaza, soulignant que les fonctionnaires «sont pleinement disposés à coopérer avec le Comité national palestinien pour l'administration de la bande de Ghaza».

Le communiqué réaffirme «le droit inhérent du peuple palestinien à la reconstruction et la nécessité que ce processus soit mené de manière à préserver (...) le droit du peuple palestinien à l'autodétermination, à la création d'un État palestinien souverain et indépendant, avec Al Qods pour capitale», ainsi que «l'unité géographique entre la Cisjordanie et la bande de Ghaza».

Rappelons que, samedi dernier, le Jihad Islamique en Palestine a annoncé qu'il «accueille favorablement l'initiative du comité de technocrates», tout en exprimant de larges réserves quant à la composition du «prétendu «Conseil de paix»», annoncée vendredi par l'administration Trump, et dont les membres ont été choisis «en fonction des critères israéliens et servant les intérêts de l'occupation», souligne le Mouvement.

L'ESPAGNE S'ENGAGE À RENFORCER LE FONDS D'URGENCE POUR LA PALESTINE

L'Espagne s'est engagée à mobiliser les pays donateurs pour relan-

Tebboune reçoit le Prince Abdelaziz ben Saoud



Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu, lundi, son Altesse royale le Prince Abdelaziz ben Saoud ben Nayef ben Abdelaziz Al Saoud, ministre de l'Intérieur du

Royaume d'Arabie saoudite.

Par la suite, le président de la République a tenu une séance élargie avec son Altesse royale et la délégation qui l'accompagne.

La séance s'est déroulée en

présence du directeur de Cabinet de la présidence de la République, M. Boualem Boualem, et du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, M. Saïd Sayoud.

ANALYSE

Mustapha AGGOUN

Le Maroc a mobilisé toutes les formes possibles et parfois les plus discutables pour tenter de s'assurer la Coupe d'Afrique.

Tout y est passé : stratégies d'influence, mises en scène médiatiques, pressions feutrées, calculs diplomatiques... jusqu'à frôler, par moments, des pratiques qui interrogent la frontière entre ambition sportive et dérive morale. Cette quête obsessionnelle de la victoire, érigée en enjeu quasi existentiel, a parfois donné le sentiment que l'essentiel n'était plus le jeu, ni même le sport, mais la validation symbolique d'un récit national soigneusement construit.

Et pourtant... malgré tout cela, l'échec est survenu. Un échec brutal, presque ironique, comme un rappel cruel que le football et l'histoire en général ne se laissent jamais entièrement dompter par les artifices, aussi sophistiqués soient-ils. Face à cet échec marocain, la meilleure réaction algérienne aurait pu être et aurait dû être l'indifférence.

Une indifférence froide, lucide, presque élégante. Non pas par mépris, mais par hauteur.

Car s'indigner, se réjouir bruyamment ou commenter avec excès, c'est encore reconnaître à l'événement une importance qu'il cherche précisément à provoquer. C'est accepter

L'indifférence comme ultime élégance

d'entrer dans un théâtre émotionnel dont les règles sont écrites par d'autres. J'aurais profondément souhaité que certains Algériens réagissent par l'indif-

férence. Une indifférence consciente, mature, presque cruelle dans sa sobriété.

Cette forme de silence qui dit : cela ne nous concerne pas, cela ne nous définit pas, nous n'avons rien à prouver à travers l'échec ou la victoire des autres.

Le vrai cynisme intellectuel, finalement, n'est pas dans la moquerie ni dans la jubilation. Il réside dans le refus de jouer le jeu des émotions instrumentalisées.

Dans la capacité à comprendre que certains combats symboliques n'existent que parce qu'on leur accorde de l'attention.

L'indifférence aurait été une victoire silencieuse.

Une victoire de l'intelligence sur l'instinct. De la dignité sur la réaction épidermique. Mais l'indifférence est exigeante.

Elle suppose une confiance en soi collective, une assurance tranquille, et une conscience claire de sa propre valeur.

Et c'est peut-être là que réside le véritable défi, non pas sur un terrain de football, mais dans notre rapport avec nous-mêmes et les autres.

cer l'initiative internationale de durabilité financière du gouvernement palestinien, précédemment menée en coopération avec l'Arabie saoudite, la France et la Norvège, a indiqué dimanche l'Agence palestinienne Wafa.

L'objectif de la démarche espagnole est de «mobiliser de nouveaux financements», afin de permettre au gouvernement de

«poursuivre la fourniture de services essentiels», et pour palier au «blocage des recettes de compensation par Israël pour le neuvième mois consécutif».

Wafa précise que «cet engagement a été exprimé lors des entretiens menés par le ministre palestinien des Finances et de la Planification, Estephan Salameh, avec plusieurs hauts responsables

espagnols à Madrid, à l'invitation du ministère espagnol des Affaires étrangères».

L'Agence a rappelé que «les pays membres de la coalition internationale soutenant la solution à deux États, menée par la France et l'Arabie saoudite, ont déjà contribué à hauteur de 200 millions de dollars, dont 90 millions versés par l'Arabie saoudite».

Le Quotidien
D'ORAN

Edition Nationale d'Information
Editée par la SPA
ORAN - PRESSE
au Capital de 195.923.000,00 DA

Président
Directeur Général
Directeur
de la Publication
Mohamed Abdou
BENABBOU

Direction - Administration
Rédaction
63, Ave de l'ANP - Oran
B.P.N°110 - Oran
Tél. 041.23.25.22
23.25.23 / 23.25.24
23.25.69 / 23.25.84 / 23.26.15

Fax Pub: 041.23.25.21
Fax et Rédaction: 041.23.25.20

Imp.: Oran : imprimerie
"Le Quotidien d'Oran"
Alger : imprimerie "Le Quotidien d'Oran"
Constantine : S.I.E.

INTERNET: <http://www.lequotidien-oran.com>
E-mail : infos@lequotidien-oran.com
publicite@lequotidien-oran.com
admin@lequotidien-oran.com
lequotidiendoran@yahoo.fr

Diffusion : Ouest et Centre : SDPO - Est : SO.DI. PRESSE

«Pour votre Publicité s'adresser à : l'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité» - Agence ANEP 01, Avenue Pasteur - Alger - Téléphone : 020.05.20.91 / 020.05.10.42 - Fax : 020.05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77
E-mail : agence.regie@anep.com.dz / programmation.regie@anep.com.dz / agence.oran@anep.com.dz / agence.annaba@anep.com.dz / agence.ouargla@anep.com.dz / agence.constantine@anep.com.dz

Elle donne accès à 1.000 produits pharmaceutiques Les démunis ont aussi leur carte «Chifa»

Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Abdelhak Saihi, accompagné de la ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Soraya Mouloudji, a présidé, hier à Alger, la cérémonie de lancement de la carte électronique pour l'accès aux médicaments au profit des nécessiteux sans couverture sociale.



El-Houari Dilmi

Dans une allocution prononcée à cette occasion, Saihi a souligné que cette mesure intervient « en application d'une décision souveraine qui reflète une volonté politique claire qui place le citoyen au cœur des politiques publiques et consacre le droit à la santé, aux soins et aux médicaments, en tant que droit garanti par la Constitution ». Il a souligné que « l'Algérie, depuis l'investiture du président de la République Abdelmadjid Tebboune à la magistrature suprême du pays, a connu des réformes sociales profondes et des décisions historiques qui ont réhabilité l'Etat social (...) et mobilisé des moyens financiers et humains considérables pour garantir la gratuité des soins, renforcer le système de santé et assurer la prise en charge globale des citoyens sans distinction ».

La ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et des Droits de la Femme, Soraya Mouloudji, a déclaré pour sa part qu'une «série de décisions ministérielles conjointes avaient été prises entre le secteur de la Solidarité et celui du Travail, en plus du ministère de la Santé et du ministère des Finances», ajoutant qu'une autre décision a été prise pour «définir les modalités d'organisation et de fonctionnement des comités de wilaya chargés d'étudier les demandes d'accès aux médicaments pour les nécessiteux non couverts socialement».

La ministre a également indiqué qu'elle avait «donné des instructions au niveau central pour un suivi rigou-

reux de l'évolution de ce dossier dans chaque wilaya et une évaluation périodique et continue du processus », précisant que le deuxième arrêté interministériel est venu définir la liste des médicaments dont bénéficient les personnes démunies non assurées socialement, et qui comprend environ 1.000 produits pharmaceutiques.

L'ALLOCATION FORFAITAIRE POUR 1.470.000 PERSONNES

La ministre a salué cette initiative précieuse liée au lancement de la carte électronique qui « permettra de suivre le dossier de ces bénéficiaires non couverts socialement, ce qui reflète l'engagement de l'Etat à mettre en œuvre des politiques sociales durables plaçant le citoyen au cœur de l'intérêt public ». Mouloudji a également annoncé que le secteur «travaille à fournir divers types de soutien aux catégories vulnérables et à aider les chefs de famille et les personnes sans revenu et physiquement fragiles à accéder à une aide financière directe, et de bénéficier de la couverture sociale complète à travers le dispositif de l'allocation forfaitaire de solidarité, notamment pour les personnes en situation de handicap ».

La ministre a ajouté qu'un million quatre cent soixante-dix mille deux cent soixante-sept personnes ont bénéficié de l'allocation forfaitaire, et quatre cent mille personnes sous tutelle ont également bénéficié de l'allocation, en plus de la bourse scolaire qui a bénéficié à 3 millions d'élèves.

Ramadhan La nuit du doute fixée au 17 février

Le ministère des Affaires religieuses et des Wakfs a annoncé, dimanche soir dans un communiqué, que le mardi 20 janvier 2026 sera le premier jour du mois de chaâbane de l'année 1447 de l'Hégire, précisant que la nuit du doute pour l'observation du crois-

sant lunaire annonçant le premier jour du mois sacré de Ramadhan aura lieu le 17 février prochain.

"Le ministère des Affaires religieuses et des Wakfs annonce que le mardi 20 janvier 2026 sera le 1er jour du mois de chaâbane 1447 de l'Hégire, précisant que

la nuit du doute pour l'observation du croissant lunaire annonçant le premier jour du mois sacré de Ramadhan 1447H/2026 aura lieu le mardi 29 chaâbane 1447 de l'Hégire correspondant au 17 février 2026", ajoute le ministère.

Raïna Raïkoum

Sid Lakhdar Boumediène

Cela faisait deux semaines que le grand mouvement protestataire dans les rues avait commencé à

Téhéran et dans les autres villes d'Iran. Ce jour-là, j'ai prêté l'oreille plus attentivement aux slogans oraux. Stupéfaction, je n'arrivais pas à le croire, j'ai reconnu un mot absolument insolite dans un moment pareil.

Entre la fin de l'année 1978 et janvier 1979, période qui allait se terminer par la fuite du Shah d'Iran (la révolution avait commencé en janvier 1978), tous les samedis de grands rassemblements étaient organisés devant la porte de la Cité Universitaire Internationale à Paris.

Et tous les samedis, nous entendions une phrase en slogan qui commençait par « Marg bar... ». Nous saurons très rapidement qu'il s'agissait de « à mort... ». À mort le Shah, à mort la dictature, et ainsi de suite. Et même, vive Khomeiny disaient certains autres ! Il faut se souvenir qu'à cette époque l'Ayatollah était un opposant farouche au Shah d'Iran et représentait un espoir pour beaucoup (malgré tout minoritaires), une alternative pour chasser le régime despotique. L'histoire est toujours cruelle dans ses erreurs. Fallait-il chasser un despote pour en consacrer un autre ?

Au bout de quelques instants ? Après ma certitude d'avoir reconnu le mot, arrive la suite de ma de stupéfaction quelques minutes après. Mais oui, c'est bien ça, ils scandaient magbar la dictature suivi de « vive le retour de Pahlavi ». Quoi, ils demandent le retour du nom de famille du Shah !!! C'est en fait de son fils dont il s'agissait, résident aux États-Unis depuis la fuite de la famille Pahlavi. Je suppose que ce vœu n'est pas majoritaire mais tout de même, le seul fait qu'il sorte de la bouche de milliers de jeunes iraniens, c'est stupéfiant.

Avec la réserve qu'elle ne dura qu'un instant d'illusion, la révolution iranienne avait été un moment de libération d'un régime autoritaire et même sanguinaire. Les plus jeunes ne peuvent s'imaginer la terreur dont il en était la cause. Des milliers d'opposants incarcérés, des centaines de condamnés à mort et pendus et une population surveillée et brimée à chaque instant, par la sinistre Savak, le service intérieur de sécurité.

Le Shah d'Iran était la véritable marionnette des États-Unis auxquels il offrait une façade cultivée de son pays tout à fait artificielle, européanisée, polyglotte et qui représentait à l'époque un bouclier aux menaces du communisme qui était la plupart du temps revendiqué par beaucoup d'opposants. Je m'étais dit que la maxime était juste, le chat retombe toujours sur ses pattes. Le reverrons-nous de retour au pouvoir ? Va-t-il nous regarder avec l'arrogance du chat qui reprend

sa place car pour lui c'est vous qui êtes chez le chat et non pas l'inverse dit une autre citation.

L'adolescent avait 18 ans lorsqu'il accompagna ses parents dans une fuite de déshonneur, c'est lui qui reviendrait reprendre le siège de la dynastie des Pahlavi ? Il a toujours répéter qu'il ne reviendrait plus pour assumer le pouvoir. C'est déjà une immense prétention de penser qu'il puisse y avoir une demande de retour disions-nous. Mais il ne faut jamais insulter l'avenir, c'est cela qui se passe, la demande est réelle par de nombreux Iraniens. S'ils sont très minoritaires, c'est déjà incroyable que cet appel puisse exister.

Sa maman était reconnue par sa beauté légendaire, la très célèbre Farah Diba. Une diva célébrée dans le monde entier qui nourrissait envers elle une admiration folle. Pourtant, sa rivière de diamants qu'elle portait au coup était un torrent de sang et de souffrance que l'impératrice avait assumé en se mariant par l'attrait du pouvoir et de la fortune. Il est vrai que dans l'histoire il y a toujours des revirements avec le temps. Les plus jeunes n'ont pas connu les temps douloureux des despotes de leur pays dont ils ne connaissent que la légende à travers les mouvements nationalistes de l'extrême droite. Quant aux plus anciens, ils sont dans une nostalgie de leur jeunesse perdue. La nostalgie de l'ordre et la croyance d'un retour aux valeurs morales (celles qui sont fantasmées) dans des temps de crise qui suscitent toujours le désir du retour du pouvoir par la force.

Il est vrai que dans l'histoire il y a toujours des revirements avec le temps. Les plus jeunes n'ont pas connu les temps douloureux des despotes de leur pays dont ils ne connaissent que la légende à travers les mouvements nationalistes de l'extrême droite. Quant aux plus anciens, ils sont dans une nostalgie de leur jeunesse perdue. La nostalgie de l'ordre et la croyance d'un retour aux valeurs morales (celles qui sont fantasmées) dans des temps de crise qui suscitent toujours le désir du retour du pouvoir par la force.

Les mouvements fascistes s'étaient éteints aux lendemains des soulèvements et des guerres qui les ont chassés. Ils réapparaissent dans des groupuscules militants avant de finir par représenter des mouvements politiques aux portes du pouvoir.

L'extrême droite espagnole réclame le retour du franquisme, celle d'Italie, celui du fascisme de Mussolini et celle d'Allemagne, celui du nazisme d'Hitler. Si le Rassemblement National en France n'ose plus afficher son désir du retour de la mémoire de Pétain pour se donner une image de respectabilité que nécessite l'accès au pouvoir, il suffit de prêter l'oreille car Pétain et Laval sont cachés derrière chaque mot et chaque militant.

À la fin de la rédaction de ma chronique je me suis rappelé que j'aurais également pu prendre la citation selon laquelle les chats ont 7 vies. Une croyance de l'Égypte ancienne qui attribue aux chats le pouvoir de ressusciter et qui reviennent pour créer des dieux de la mythologie égyptienne.

Le Shah veut redevenir Pharaon une nouvelle fois. Le souci est que nous n'avons qu'une vie et quelle est courte.

Justice

Ouverture du concours d'accès à la formation pour l'obtention du CAPA

Le ministère de la Justice a annoncé, dimanche dans un communiqué, l'ouverture du concours d'accès à la formation en vue de l'obtention du certificat d'aptitude à la profession d'avocat (CAPA), dont les inscriptions débiteront à compter du 1er février prochain.

La participation à ce concours est ouverte à toute personne souhaitant accéder à la profession d'avocat et remplissant les conditions requises, a précisé la même source.

La période des préinscriptions s'étendra du 1er au 12 février prochain et s'effectuera via le site officiel du ministère de la Justice : <https://concours.mjustice.dz>.

Les dossiers de candidature doivent être déposés durant la période allant du 15 fé-

vrier au 5 mars, au niveau des facultés de droit suivantes : Batna 1, Béjaïa, Biskra, Bli-da 2, Tlemcen, Tizi Ouzou, Alger 1, Sétif 2, Sidi Bel Abbès, Annaba, Constantine 1, M'Sila, Ouargla, Oran et Bordj Bou Arreridj, selon la même source.

Les candidats pourront également déposer leurs dossiers au niveau des annexes ouvertes dans les facultés suivantes : Adrar, Tamanrasset, Illizi, Béchar, Tindouf, Tiaret et Ghardaïa.

S'agissant des conditions de participation, le candidat au concours doit être de nationalité algérienne, être titulaire au minimum d'une licence en droit ou d'un diplôme universitaire étranger reconnu équivalent, jouir

de ses droits civils et politiques, n'avoir fait l'objet d'aucune condamnation pour des faits portant atteinte à l'honneur et aux bonnes mœurs, et justifier d'un état de santé physique et mentale compatible avec l'exercice de la profession, note le communiqué.

Le dossier d'inscription comprend une demande écrite signée par le candidat, une copie du diplôme de licence en droit ou d'un diplôme universitaire étranger reconnu équivalent, une copie de la carte nationale d'identité, une photo d'identité récente, ainsi que le reçu de paiement des droits d'inscription.

Le concours comporte des épreuves écrites d'admissibilité et une épreuve orale d'admissibilité. Les épreuves écrites d'admissibi-

lité se dérouleront les 11 et 12 avril prochains. L'épreuve orale d'admission définitive aura lieu vingt (20) jours après la date de l'annonce des résultats des épreuves écrites", a précisé la même source.

Les épreuves écrites d'admissibilité porteront sur les matières suivantes : le code civil, le code de procédure civile et administrative, le code pénal ou de procédure pénale, le code de commerce, ainsi qu'une épreuve en langue française ou anglaise.

"L'épreuve orale d'admission définitive consistera en un entretien avec le jury portant sur la culture juridique générale et la capacité d'expression dans l'une des matières précitées", selon le communiqué.

Partis politiques Le projet de loi devant la commission de l'APN

**Après son approbation
en Conseil des ministres, dimanche 28 décembre, «après
validation des amendements proposés, demandés par les partis
politiques», le projet de loi organique
relatif aux partis politiques arrive sur la table de l'Assemblée
populaire nationale (APN).**

A. Z.

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Saïd Sayoud, a présenté, dimanche, les axes du projet de loi en question devant la Commission des affaires juridiques et administratives et des libertés de l'APN, précisant d'emblée que «le projet de loi relatif aux partis politiques vise à réorganiser la pratique politique sur des bases constitutionnelles, juridiques et institutionnelles renforcées, en vue de faire des partis un socle essentiel pour l'édification d'institutions fortes et crédibles, à même de conforter l'État de droit et la stabilité du pays». Après avoir rappelé que le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a veillé à ouvrir la voie à des études approfondies et à des consultations élargies associant acteurs politiques, élites universitaires et juristes, le ministre a souligné que ce projet de loi «offrira un cadre juridique clair et intégré, permettant aux formations politiques d'exercer leurs activités suivant des règles précises, basées sur la transparence, la reddition de comptes et le respect des principes du pluralisme et de la concurrence politique loyale».

Devant les membres de la Commission des affaires juridiques et administratives et des libertés de l'APN, le ministre de l'Intérieur a précisé que ce projet de loi, constitué de 97 articles répartis sur 7 chapitres, garantit aux partis politiques un champ d'action élargi assurant une participation effective à la vie politique, ainsi que des moyens d'action, d'organisation

et d'expression, tout en leur permettant de contester les décisions administratives devant les tribunaux.

Ajoutant que, de leur côté, «les partis sont tenus de respecter les dispositions de la Constitution, les valeurs, les principes et l'identité de la société algérienne, les fondements de l'État algérien et tout ce qui a trait à la souveraineté, à la défense et à la sécurité nationales, de même qu'ils doivent observer un ensemble de pratiques garantissant la probité dans l'action politique et consacrant les principes démocratiques dans leur organisation et leur fonctionnement».

VERS LA FIN DU «NOMADISME» POLITIQUE

Poursuivant son intervention, M. Sayoud a relevé que le texte «interdit aux partis politiques d'exercer leur activité sur une base religieuse, régionale, raciale ou toute autre considération susceptible de porter atteinte à la souveraineté nationale, à l'ordre public ou aux valeurs démocratiques», de même qu'il «leur interdit toutes relations de dépendance vis-à-vis d'intérêts étrangers et de parties étrangères», ajoute le ministre. L'objectif de cette révision est de «renforcer le rôle central des partis politiques», en leur conférant de nouvelles missions, dont «la contribution à la mise en œuvre de la politique générale du Gouvernement», a encore fait savoir M. Sayoud. Ce texte prévoit, par ailleurs, des sanctions juridiques visant à mettre fin au nomadisme politique des élus, a souligné le

ministre. En effet, selon le texte proposé, «en cas de nomadisme, l' élu est déchu de plein droit de son mandat électif et radié définitivement du parti politique concerné», a-t-il expliqué. De plus, le texte introduit de nouvelles conditions et mesures pour la création et l'agrément des partis, tout en «permettant à ces derniers de former des coalitions dans un cadre juridique bien défini, avec la possibilité de les annuler en cas de manquements», a-t-il poursuivi, soulignant que le projet de loi consacre aussi «le principe de l'alternance démocratique comme règle fondamentale de l'organisation et de la gestion des partis».

Concernant le financement des partis, le texte «consacre la transparence dans la gestion financière, à travers l'interdiction du financement étranger, l'obligation de déclaration des dons, le contrôle des comptes et la présentation d'un rapport financier annuel», précise le ministre, ajoutant que le texte prévoit également «la dissolution d'un parti pour non-participation à deux échéances électorales successives», afin de «permettre aux partis sérieux d'accomplir pleinement leur rôle dans l'encadrement de la société et la formation d'élites politiques qualifiées et conscientes». Maintenant, il faut attendre d'autres étapes clés que devrait suivre cet avant-projet de loi avant sa publication au Journal officiel (entrée en vigueur), à savoir une étude approfondie par la Commission, la rédaction d'un rapport, le vote en séance plénière, puis sa transmission au Sénat pour une éventuelle seconde lecture.

quelques-uns de ses membres, a précisé le communiqué.

Cette visite, prévue jusqu'à vendredi, s'inscrit dans le cadre du renforcement des relations de coopération et de concertation parlementaires entre les deux pays amis, a souligné la même source.

Une délégation de la Douma russe à Alger

Une délégation de la Douma russe est arrivée, lundi, à Alger dans le cadre d'une visite officielle, a indiqué un communiqué de l'Assemblée populaire nationale (APN).

A son arrivée à l'Aéroport international Houari-Boumediene, la délégation rus-

se, conduite par Dmitry Sablin, coordinateur du groupe parlementaire chargé des relations avec les Parlements des pays du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, a été accueillie par le président du Groupe d'amitié parlementaire Algérie-Russie, Abdessalam Bachagha, et

Poste Un portail électronique pour la prise en charge des réclamations

Le ministère de la Poste et des Télécommunications a annoncé, lundi dans un communiqué, la création du portail "Insat", dédié à la prise en charge des requêtes, réclamations et suggestions des citoyens concernant les services

postaux et de télécommunications électroniques.

Ce nouveau portail, accessible via le lien <https://insat.mpt.gov.dz>, "offre aux citoyens un moyen simple et sécurisé de soumettre leurs réclamations, sugges-

tions et demandes de rendez-vous concernant les services postaux et de télécommunications électroniques, tout en garantissant un traitement dans des délais raisonnables et avec plus de transparence", précise le communiqué.

Tamanrasset Collision entre un bus et un camion, 10 blessés

Dix personnes ont été blessées dans une collision survenue lundi à Tamanrasset entre un bus et un camion semi-remorque, a-t-on appris de la Protection civile. Les éléments de l'unité

principale de la Protection civile de Tamanrasset sont intervenus à la suite d'une collision entre un bus de transport de voyageurs assurant la ligne Tamanrasset-Abalessa et un camion semi-re-

morque sur la RN-1, à 13 km de Tamanrasset, a-t-on précisé. Les blessés, âgés entre 18 et 68 ans, ont reçu les premiers soins sur place, avant d'être évacués à l'hôpital de Tamanrasset.

Loi sur la criminalisation de la colonisation L'Algérie ne transige pas sur sa mémoire nationale

Le ministre des Moudjahidine et des Ayants-droit, Abdelmalek Tacherift, a mis l'accent, lundi à Alger sur l'importance de la loi relative à la criminalisation de la colonisation française en Algérie, qui confirme que "l'Algérie victorieuse ne transige jamais sur sa mémoire nationale".

Présentant ce texte de loi devant les membres du Conseil de la nation, lors d'une séance plénière présidée par le président du Conseil, M. Azouz Nasri, en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Mme Nadjiba Djilali, M. Tacherift a souligné que ce texte "concrétise l'engagement de l'Etat algérien à préserver sa mémoire nationale et à consacrer la vérité historique, et réaffirme le droit inaliénable du peuple algérien à la reconnaissance des crimes coloniaux, en exigeant excuses et réparation, ce qui est à même de renforcer la justice historique et d'établir des relations fondées sur le respect mutuel".

Il a ajouté que ce texte confirme que "l'Algérie victorieuse ne transige jamais sur sa mémoire nationale, n'accepte aucun compromis ni atteinte à sa mémoire historique quelles que soient les circonstances ou prétextes", a ajouté le ministre, mettant en avant "l'importance particulière" que l'Algérie, sous la direction du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, attache à la préservation de la mémoire nationale.

Le ministre a également souligné que le texte de loi constitue "un pas qualitatif à même de renforcer le système législatif national relatif à la protection de la mémoire nationale" et affirme l'attachement de l'Etat, avec toutes ses institutions constitutionnelles, "à son droit souverain de préserver son histoire nationale et de défendre sa mémoire par tous les moyens et mécanismes".

Le ministre a indiqué qu'en rappelant les crimes de la colonisation française "il ne s'agit pas seulement d'évoquer le passé, mais c'est aussi un devoir moral et historique, au regard des crimes commis par le colonisateur, dont l'atrocité et l'ampleur ont franchi toutes limites, causant des millions de martyrs, et dont les séquelles matérielles, psychologiques et environnementales sont encore visibles et persistantes à ce jour".

Il a rappelé que le colonialisme a délibérément semé la misère et la détresse parmi les Algériens, à travers "l'exil, le déplacement forcé, la torture systématique, la confiscation des terres, ainsi que les tentatives d'effacement des repères de la personnalité et des composantes de l'identité nationale".

"Le colonisateur a usé de tous les moyens juridiques, administratifs et militaires pour priver le peuple algérien de ses droits et réprimer la résistance qui s'est au contraire intensifiée jusqu'au triomphe de la glorieuse Révolution de Novembre", a-t-il ajouté.

Et de rappeler que ce qu'a subi l'Algérie comme crimes coloniaux "est imprescriptible selon les chartes et principes internationaux et ne peuvent tomber dans l'oubli, et ces crimes doivent être reconnus car il ne saurait y avoir de justice humaine sans reconnaissance, ni d'avenir digne sans réparation".

Pour rappel, le texte de loi renferme 27 articles, répartis sur 5 axes abordant la définition de la nature juridique des crimes commis par le colonialisme français en Algérie, étant des crimes imprescriptibles, ainsi que la définition des dispositions juridiques relatives à la responsabilité de l'Etat français quant à son passé colonial, et les mécanismes pour exiger la reconnaissance et des excuses officielles.

Plus de 40 morts et plus de 100 blessés
en Espagne

Terrible choc entre deux trains à grande vitesse

Un accident ferroviaire dans le sud de l'Espagne, impliquant deux trains à grande vitesse, a fait dimanche plus de 40 morts et plusieurs dizaines de blessés, selon un bilan provisoire.



Le ministre espagnol des Transports, Oscar Puente, a prévenu sur le réseau social X que «le choc a été terrible» et que le bilan risquait de s'alourdir au vu de «des informations très alarmantes» sur cet accident. Les images diffusées à la télévision publique montraient les deux trains entourés d'une foule de personnes et d'ambulances, tandis que les services d'urgence s'efforçaient de venir en aide aux nombreux blessés. Selon Oscar Puente, «les derniers wagons d'un train» de la compagnie Iryo parti de Malaga, en Andalousie (sud), pour rallier Madrid, «ont déraillé» près d'Adamuz, à près de 200 km au nord de Malaga, entrant en collision avec un train de la compagnie Renfe qui circulait dans le sens inverse sur une voie adjacente en direction de Huelva.

La violence du choc entre les trains, avec des centaines de passagers à bord, a été telle qu'il a «projeté les deux premiers wagons du train Renfe hors des rails», a poursuivi M. Puente, expliquant que «la priorité» pour le moment était «de porter secours aux victimes». Le Premier ministre espagnol Pedro Sánchez a indiqué «suivre de près» l'évolution des événements, le gouvernement central à Madrid «collabor(ant) avec les autres autorités compétentes» mobilisées sur place.

De son côté, la famille royale espagnole a fait part dans un communiqué de sa «grande inquiétude» suite à ce «grave accident», «présent(ant) (ses) plus sincères condoléances aux familles et aux proches des victimes». Le bilan pourrait s'alourdir, car d'après les secours, des passagers se trouvent toujours bloqués dans des wagons. «La tôle est déformée, avec des gens à l'intérieur», a déclaré Francisco Carmona, chef des pompiers de Cordoue, à la chaîne de télévision publique TVE.

«Tout est complètement détruit». «Nous avons même dû déplacer des corps pour pouvoir accéder à des personnes vivantes», a-t-il ajouté.

«UN FILM D'HORREUR»

«On se croirait dans un film d'horreur», a raconté un passager, Lucas Meriako, qui se trouvait à bord du train Iryo, à la chaîne La Sexta. «Il y a eu un choc très violent à l'arrière et l'impression que tout le train allait se disloquer (...) De nombreuses personnes ont été blessées par des éclats de verre», a-t-il dit. C'est comme si «un tremblement de terre» avait secoué le wagon, a témoigné de son côté un journaliste de la radio publique RNE qui voyageait dans l'un des deux trains, à la télévision publique TVE. Les occupants du wagon ont pris les marteaux de secours pour briser les vitres et commencer à sortir du convoi, a-t-il encore raconté. Selon des médias espagnols, plus de 300 personnes se trouvaient dans le train de Yrio et plus de 100 dans l'autre train, appartenant à la compagnie nationale espagnole Renfe. Dans la grande gare madrilène d'Atocha, des «équipes de soutien vont être déployées pour accompagner les familles» des personnes touchées, a annoncé la présidente de la région de Madrid, Isabel Díaz Ayuso. Face à la situation, «le trafic de trains à grande vitesse entre Madrid et Cordoue, Séville, Malaga et Huelva (des villes dans le sud de l'Espagne, ndlr) a été interrompu la journée du lundi 19 janvier», a, par ailleurs, indiqué sur X le gestionnaire du réseau ferroviaire espagnol (Adif). L'Espagne reste traumatisée par une autre tragédie récente, les inondations meurtrières intervenues le 29 octobre 2024 principalement dans la région de Valence, qui avaient fait plus de 230 morts au total.

USA

Trump propose un «Conseil de paix» concurrent de l'ONU

Donald Trump veut créer un «Conseil de paix» à sa main pour oeuvrer à la résolution des conflits dans le monde en concurrence avec l'ONU, avec un ticket d'entrée d'un milliard de dollars pour un siège permanent, selon une «charte» dont l'AFP a obtenu une copie lundi.

QU'EST-CE QUE C'EST?

La Maison Blanche avait annoncé qu'en vertu du plan pour mettre fin à la guerre à Gaza soutenu par Washington, un Conseil de paix présidé par Donald Trump serait formé. Depuis ce week-end, plusieurs pays ont commencé à dévoiler avoir reçu une invitation pour y participer, dont la France, l'Allemagne ou le Canada. Mais aussi bien au-delà des alliés traditionnels des Etats-Unis, puisque le Kremlin a dit lundi que le président russe Vladimir Poutine avait été invité à «se joindre à la composition du Conseil de paix». Mais le projet de «charte» révèle une initiative et un mandat bien plus vastes que la seule question de Gaza, et semble en faire un véritable substitut des Nations unies.

LA MISSION

«Le Conseil de paix est une organisation internationale qui vise à promouvoir la stabilité, à rétablir une gouvernance fiable et légitime, et à garantir une paix durable dans les régions touchées ou menacées par des conflits», peut-on lire dans le préambule de ce texte envoyé aux Etats «invités» à y siéger. Le texte de huit pages critique d'emblée les «approches et institutions qui ont trop

souvent échoué», dans une allusion claire à l'ONU, et appelle à avoir «le courage» de s'en «écarter». Il souligne d'ailleurs «la nécessité d'une organisation de paix internationale plus agile et efficace».

TRUMP TOUT PUISSANT

Donald Trump sera le «premier président du Conseil de paix», dont les pouvoirs prévus sont très étendus: il est seul habilité à «inviter» d'autres chefs d'Etat et de gouvernement à l'intégrer et peut révoquer leur participation sauf en cas de «veto par une majorité des deux tiers des Etats membres».

Aussi, son mandat ressemble à une forme de présidence à vie. Il peut se «désigner un successeur» à «tout moment», et ne peut être remplacé qu'en cas de «démission volontaire» ou d'«incapacité» constatée à l'unanimité du «conseil exécutif» de l'organisation, formé à sa propre discrétion. Si les décisions sont prises à la «majorité des Etats membres», qui ont chacun «une voix», elles sont aussi «soumises à l'approbation du président», ce qui confère de facto un droit de veto à Donald Trump, qui a aussi la main sur l'agenda.

TICKET D'ENTRÉE

«Chaque Etat membre exerce un mandat d'une durée maximale de trois ans à compter de l'entrée en vigueur de la présente charte, renouvelable par le président. Ce mandat de trois ans ne s'applique pas aux Etats membres qui versent plus d'un milliard de dollars comptant au Conseil de

paix au cours de la première année suivant l'entrée en vigueur de la Charte», ajoute le texte, sans plus de précisions.

QUELS PAYS?

La Maison Blanche n'a pas publié la liste des pays invités. Plusieurs capitales ont elles fait savoir que leur dirigeant avait reçu un carton d'invitation, sans forcément dire s'il comptait l'accepter ou non.

Moscou a ainsi dit vouloir «clarifier toutes les nuances» de cette proposition avec Washington avant de se prononcer.

La France a expliqué lundi «examiner» la «charte», mais a souligné son «attachement à la Charte des Nations unies» qui «demeure la clé de voûte d'un multilatéralisme efficace, où le droit international, l'égalité souveraine des Etats et le règlement pacifique des différends priment sur l'arbitraire, les rapports de force et la guerre». Le gouvernement allemand a aussi exprimé la nécessité de se «coordonner» avec ses partenaires. Parmi les autres pays qui ont communiqué sur l'invitation à leur dirigeant figurent l'Italie, la Hongrie, l'Albanie, l'Argentine, le Brésil, le Paraguay, l'Egypte, la Jordanie, la Turquie ou encore l'Inde. La présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen a aussi été invitée et réserve sa réponse, a déclaré lundi un porte-parole à Bruxelles.

QUAND?

Selon la «charte» du «Conseil de paix», elle est censée «entrer en vigueur» quand seuls «trois Etats» l'auront signée.

Paris

Un millier de personnes rendent hommage à un Mauritanien mort en garde à vue



Un millier de personnes se sont rassemblées à Paris dimanche en hommage à El Hacen Diarra, un Mauritanien de 35 ans mort dans la nuit de mercredi à jeudi pendant sa garde à vue dans un commissariat de police. Le millier de manifestants (selon la préfecture de police) ont observé une minute de silence au pied du foyer de travailleurs migrants où il résidait, et devant lequel il a été interpellé, dans le 20e arrondissement de la capitale. «Il était venu chercher son pain en France, le voilà parti à jamais», a déclaré son grand frère, Ibrahima Diarra.

Le parquet a ouvert une enquête pour «recherche des causes de la mort». Mais la famille, elle, dénonce des violences policières, vidéo à l'appui, et son avocat Me Yassine Bouzrou a déposé plainte pour «violences volontaires ayant entraîné la mort», exigeant la désignation d'un juge d'instruction.

El Hacen Diarra, qui résidait depuis plusieurs années dans ce foyer était un Soninké, originaire de Baydam, proche de la frontière avec le Mali et du Sénégal, ont raconté ses proches à l'AFP. «Il était très calme, gentil, souriant et discret. Un peu dans son monde. C'était un artiste de formation, qui sortait chaque soir boire le café sur le muret» en bas du foyer, a raconté Ladi Sacko, l'un de ses voisins. «Les étrangers qui vivent dans les foyers ne sont pas des animaux, ce sont des travailleurs qui ont quitté leur pays pour subvenir aux besoins de leur famille, pas pour se faire tuer».

On compte sur l'Etat pour rendre justice», a-t-il ajouté, dénonçant des contrôles de police répétés en bas du foyer. Sur la vidéo diffusée par les proches, on distingue deux policiers, dont l'un, à genoux, donne deux coups de poing à un homme plaqué au sol,

avant l'arrivée de leurs collègues en voiture, une minute plus tard.

Un appel à témoignages a été lancé par les proches. «On ne laissera pas faire encore une fois», a lancé Assa Traoré, figure de la lutte contre les violences policières. «Le son de la vidéo a été analysé, il dit vous m'étranglez, vous m'étranglez, vous m'étranglez+», a-t-elle affirmé.

Samedi, Me Yassine Bouzrou a annoncé avoir déposé plainte «face à l'absence de saisine d'un juge d'instruction par la procureure de la République, alors que les circonstances de ce drame sont marquées par des preuves accablantes». Plusieurs élus de la gauche parisienne étaient présents, dont la candidate LFI à la mairie de Paris Sofia Chikirou qui a appelé au «combat politique contre le racisme, les discriminations, pour la vérité et la justice».



Projet Gara Djebilet Préparatifs pour la réception de la première cargaison de minerai à Oran

J. Boukraa

Oran se prépare à recevoir la première cargaison de minerai de fer issue du gigantesque gisement de Gara Djebilet. La wilaya d'Oran s'apprête à vivre un événement économique majeur avec l'arrivée imminente de la première cargaison de minerai de fer issue du gigantesque gisement de Gara Djebilet. A cet effet, le wali M. Ibrahim Ouchène s'est rendu dimanche au complexe sidérurgique Tosyali afin d'inspecter les travaux d'aménagement en cours, à l'approche de la réception de cette première livraison, qui sera acheminée vers le complexe par voie ferroviaire. Cette étape marque un tournant historique après de longues années de préparation, concrétisant enfin le lancement effectif de l'exploitation de l'un des plus importants projets stratégiques de l'Algérie. Le recours au transport ferroviaire constitue un choix stratégique et durable, permettant d'assurer un acheminement efficace, économique et respectueux de l'environnement.

Ce projet d'envergure illustre la volonté des pouvoirs publics de valoriser les richesses naturelles du pays et

de bâtir une industrie sidérurgique moderne, compétitive et tournée vers l'avenir. Rappelons qu'au cours du mois passé, une commission spéciale chargée du suivi des préparatifs sur le terrain du projet stratégique de Gara Djebilet a été installée par le wali d'Oran. Cette commission a pour mission de veiller à la disponibilité de l'ensemble des aspects organisationnels et logistiques liés à cet événement d'envergure nationale, notamment l'entrée en service du projet minier et l'acheminement de la première cargaison de minerai de fer vers le complexe sidérurgique Tosyali d'Oran par voie ferroviaire. Elle est également chargée d'assurer une coordination efficace entre les différents intervenants, afin de garantir le bon déroulement de cette opération stratégique, dans le respect des normes organisationnelles, techniques et environnementales, et d'assurer la réussite de cette étape clé pour le secteur minier et industriel national. Cette commission est composée du directeur de l'administration locale, de l'inspecteur général, ainsi que du chargé de la cellule de l'environnement et de la protection du cadre de vie au niveau du cabinet du wali.

Le projet de Gara Djebilet constitue un levier économique majeur sur lequel l'État mise pour renforcer les infrastructures de transport, soutenir l'industrie sidérurgique nationale et promouvoir une exploitation durable des ressources minières, dans le cadre d'une approche de développement global et intégré.

Ce projet structurant comprend également la ligne ferroviaire Béchar-Tindouf-Gara Djebilet-Bethioua, dédiée au transport du minerai de fer sur une distance d'environ 1.000 kilomètres. D'une importance stratégique pour le développement économique du pays, cette infrastructure permettra de renforcer la connectivité nationale et de dynamiser les échanges commerciaux entre les différentes régions.

Pour la wilaya d'Oran, ce projet revêt une dimension essentielle, dans la mesure où le tissu industriel local sera consolidé par le développement du complexe sidérurgique de Tosyali, lequel bénéficiera directement des matières premières issues du gisement de fer de Gara Djebilet, renforçant ainsi la position d'Oran en tant que pôle industriel stratégique à l'échelle nationale.

Vers l'ouverture de 8 nouveaux points de vente ORVO à l'Ouest 18,7 tonnes de viandes rouges commercialisées en 2025

K.Assia

Après l'importation de 10.299 têtes d'ovins à partir de l'Espagne, la capitale de l'ouest du pays s'apprête à réceptionner prochainement une autre cargaison de bovins de quoi approvisionner le marché en viandes rouges et surtout répondre à une forte demande notamment en prévision du mois de Ramadhan. L'Office régional des viandes de l'Ouest (ORVO) tient à rassurer, dans ce registre, que le stock disponible est suffisant et couvre la demande enregistrée. De même que l'approvisionnement du marché est effectuée de manière régulière ce qui garantit l'abondance et la disponibilité des viandes durant la période à venir, rassurant ainsi les consommateurs. D'autre part, l'opération d'abattage des moutons importés se poursuit au niveau des abattoirs communaux et la commercialisation des viandes est

ouverte à tous les bouchers inscrits au registre de commerce.

Les consommateurs peuvent également se rapprocher directement des points de vente que coiffe l'office. Sur ce, on saura que l'ORVO compte désormais revoir à la hausse le nombre de points de vente à travers toute la région ouest. Avec 3 points de vente enregistrés en 2022, l'office est passé à 12 points de vente en 2023, 16 en 2025 et compte atteindre les 24 points à travers l'Ouest au courant de cette année. Au niveau de la wilaya d'Oran, l'ORVO compte quatre points de vente situés respectivement à Haï Es-Seddikia, Haï Khaldia (siège de l'unité d'Oran), Haï USTO (siège de la direction générale de l'Office régional des viandes rouges de l'Ouest) et « Belgaid », dans la commune de Bir El Djir en plus d'un autre point au niveau du souk Errahma à Medina Jedida. Par ailleurs, concernant les quantités de

viandes commercialisées, les statistiques de l'office font état de 18,7 tonnes de viandes rouges et plus de 23 tonnes de viandes blanches congelées importées écoulées en 2025.

Il y a lieu de noter que ces opérations illustrent la continuité de la politique de l'Etat visant à recourir à l'importation de bétail comme levier pour garantir la disponibilité des viandes rouges, préserver le pouvoir d'achat des citoyens et assurer un équilibre durable du marché, tout en respectant strictement les normes de qualité et de sécurité sanitaire. Dès la réception de la cargaison au port d'Oran, les services vétérinaires compétents procèdent à des inspections sanitaires du cheptel. Une fois les contrôles achevés et la conformité sanitaire du cheptel établie, les services concernés entament la délivrance des certificats sanitaires officiels, autorisant l'acheminement des ovins vers les abattoirs agréés.

Quatre individus arrêtés et des psychotropes saisis

Agissant sur la base d'informations, les éléments de la 2^{ème} sûreté urbaine sont parvenus à mettre la main sur quatre individus pour détention et commercialisation de stupéfiants.

Parmi les personnes arrêtées, un individu recherché et considéré

comme le principal mis en cause dans cette affaire. Il utilisait son domicile pour stocker et aussi écoulait le produit prohibé.

Les policiers effectuent une descente sur les lieux et arrêtent le mis en cause en pleine transaction avec ses complices. Ils ont saisi 233 com-

primés psychotropes de différentes marques, quatre flacons de stupéfiants et un montant de 9 millions de centimes provenant de leur activité criminelle. Ils ont été présentés au tribunal et placés sous mandat de dépôt.

K.Assia

Aïn El Turck Remise des clés de 150 logements publics locatifs

APS et D.B.

Les clés de 150 logements publics locatifs ont été remises à leurs bénéficiaires dimanche dans la commune d'Aïn El Turck, dans la wilaya d'Oran, a-t-on appris auprès des services de l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI). La cérémonie de distribution de ces logements de type F3, relevant de l'OPGI, s'est déroulée dans de bonnes conditions d'organisation, en présence des autorités locales.

Ce quota de logements dispose de l'ensemble des équipements et commodités nécessaires, notamment l'aménagement extérieur, dont l'éclairage public, les espaces verts, ainsi que des aires de jeux pour enfants. L'OPGI avait procédé, au cours du mois de décembre dernier, à la remise des clés de 600 logements publics locatifs aux bénéficiaires de la localité d'Aïn El Beïda, dans la commune d'Es-Sénia, en plus d'un quota de 100 logements publics locatifs dans la commune d'El Ançor.

Avec cette récente attribution de 150 unités, la wilaya d'Oran a tenu son pari de distribuer plus de 11.000 unités toutes formules confondues durant l'année 2025. En effet, ces deux derniers mois la wilaya d'Oran a procédé à la distribution des clés de plus de 1.000 logements sociaux au profit de bénéficiaires issus de plusieurs communes de la wilaya. Ces attributions qui s'inscrivent dans le cadre du programme de résorption de l'habitat précaire pour l'année 2025, ont ciblé plusieurs sites. La commune d'Oued Tlélat a accueilli une part importante de cette opération, notamment au niveau du site des 2.000 logements où 380 logements ont été attribués. Sur ce total, 180 logements au profit des bénéficiaires de la commune d'El Braya, 100 logements pour la commune de Tafraoui, 100 logements destinés à la commune de Boufatis. Dans le même

cadre, 100 logements publics locatifs ont également été attribués dans la commune d'El Ançor, relevant de la daïra d'Aïn El Turck.

La plus importante opération de remise de clés a toutefois concerné la commune d'Oued Tlélat, avec l'attribution directe de 441 logements sociaux au profit de ses habitants. En effet, un total de plus de 11.000 logements ont été attribués à Oran depuis le début de l'année (2025), avec des distributions importantes lors des fêtes nationales (juillet et novembre), dont des milliers de logements publics locatifs (LPL) et des programmes comme AADL, pour répondre à la demande urgente et réduire l'habitat précaire. Ces attributions s'inscrivent dans un vaste plan de relogement et de modernisation de la ville d'Oran, financé par l'État, visant à satisfaire une demande pressante et à améliorer les conditions de vie.

Depuis le début de 2025, Oran a connu une activité de distribution de logements significative, avec des chiffres variant selon les sources et les périodes, incluant plus de 11.000 unités annoncées en mars, des opérations en mai et juillet, et une grande cérémonie en octobre 2025 marquant la distribution de plus de 2.000 logements (LPL et LPA) et des annonces pour des milliers d'autres. Au total, plus de 7.400 logements toutes formules confondues avaient déjà été distribués jusqu'en juillet, et des projections mentionnent des distributions massives pour achever le programme 2025, avec des plans pour des dizaines de milliers d'unités à terme sur l'année. Par ailleurs, pas moins de 182.825 logements toutes formules confondues sont en cours de réalisation, selon un rapport détaillé sur l'état des programmes de logement en voie de concrétisation, présenté avant-hier par le directeur du logement au cours d'une réunion de coordination présidée par le wali d'Oran M. Ibrahim Ouchène.

CHU d'Oran Réception le mois prochain du service de réanimation et d'anesthésie

J.Boukraa

La réouverture du service de réanimation médicale et d'anesthésie du Centre hospitalo-universitaire d'Oran est prévue pour le début du mois prochain, après l'achèvement de l'ensemble des travaux d'aménagement et des procédures techniques et organisationnelles nécessaires à sa mise en service. Les responsables du projet ont confirmé que les travaux ont atteint leur phase finale, avec l'achèvement des dernières finitions, en vue de l'accueil des patients dès la réception officielle du service le mois prochain.

Dans ce cadre, le directeur général du CHU d'Oran, M. Achouri Madjid, a effectué, ce dimanche 18 janvier 2026, une visite d'inspection afin de s'enquérir de l'état d'avancement des travaux et de superviser les dernières retouches avant la réouverture officielle du service. Il était accompagné du chef de service, le Pr Benhamed Mohamed Amine, du directeur des moyens matériels, ainsi que des représentants de l'entreprise chargée de la réalisation des travaux.

Lors de cette visite, le directeur

général a constaté que le service a bénéficié d'une réhabilitation globale et approfondie, incluant la modernisation des infrastructures, l'amélioration des conditions d'hospitalisation et la mise en place d'un environnement de soins conforme aux normes médicales les plus récentes. Ces améliorations visent à assurer une prise en charge optimale des patients, notamment ceux en situation critique.

À cette occasion, le directeur général a insisté sur le respect des délais et la qualité des réalisations, saluant les efforts conjoints du personnel médical et paramédical, ainsi que de l'entreprise réalisatrice. Il a souligné l'impact direct de ces projets sur l'amélioration de la qualité des prestations sanitaires offertes aux citoyens. Cette opération s'inscrit dans la stratégie globale du CHU d'Oran visant la modernisation des différentes structures médicales, le renforcement du système de santé et l'amélioration continue de la prise en charge des patients, conformément aux orientations des autorités de tutelle et dans l'objectif de consolider la confiance du citoyen dans le service public de santé.

Horaires des prières pour Oran et ses environs

1er chaâbane 1447				
El Fedjr 06h43	Dohr 13h14	Assar 15h59	Maghreb 18h22	Icha 19h44



Sidi Bel-Abbès Remise de 9 contrats de concession à des investisseurs

Neuf contrats de concession ont été remis, dimanche à Sidi Bel Abbès, au profit d'investisseurs privés, dans le cadre de la concrétisation de la politique de l'Etat visant la promotion de l'investissement productif et l'accompagnement des investisseurs, conformément aux nouvelles procédures d'octroi du foncier économique prévues par la loi 23-17, a-t-on appris auprès de la cellule de communication et d'information de la wilaya.

La même source a précisé que ces contrats, dont la cérémonie de remise a été présidée par le wali de Sidi Bel-Abbès, concernent des projets d'investissement dans le domaine de l'industrie de transformation, répartis à travers les zones industrielles et le parc industriel de la commune de Sidi Bel-Abbès, sur une superficie globale estimée à 13 hectares.

Ces projets devraient permettre la création de 509 emplois directs, contribuant ainsi au renforcement de la dynamique économique et au soutien du processus de développement local durable.

Dans son allocution à cette occasion, le wali a invité les investisseurs bénéficiaires à entamer effectivement et immédiatement la réalisation de leurs projets et à respecter les

délais légaux fixés, afin d'assurer l'entrée en exploitation de ces investissements dans les meilleurs délais et la réalisation des objectifs économiques et sociaux escomptés.

Il a également souligné que la commission de wilaya pour la promotion de l'investissement poursuit son action de manière permanente, dans le cadre d'une approche participative, en vue de lever toutes les difficultés susceptibles d'entraver les porteurs de projets et d'assurer leur accompagnement administratif et technique à toutes les étapes de réalisation et d'exploitation de leurs projets.

Par ailleurs, le même responsable a suivi la présentation du bilan des activités de la commission de wilaya pour la promotion de l'investissement au titre de l'année 2025,

exposé par la direction de l'industrie, lequel a porté notamment sur l'étude des demandes d'autorisations exceptionnelles d'exploitation, l'accélération du rythme de localisation des activités économiques destinées aux fonciers programmés pour la publication, ainsi que l'intégration des fonciers économiques sur la plateforme numérique de l'investisseur.

De son côté, la direction des Domaines de l'Etat a présenté une communication sur l'opération de récupération du foncier industriel et les procédures de sa remise à l'Agence algérienne de promotion de l'investissement, tandis que la direction de l'environnement a exposé les activités de la commission de wilaya de contrôle des installations classées.

Ouverture de l'École d'hiver Linux et des logiciels libres

Les activités de l'École d'hiver Linux et des logiciels libres ont été ouvertes, dimanche à l'Université Djilali Liabès de Sidi Bel-Abbès, a indiqué la cellule d'information et de communication de la même université.

La même source a précisé que la cérémonie d'ouverture s'est déroulée sous la supervision du recteur de l'Université Djilali Liabès, le professeur Bouziani Marahi, en présence du professeur Chellal Ahmed, qui a officiellement annoncé le lancement des activités de cette édition.

La manifestation a vu la participation de plusieurs directeurs d'établissements universitaires, de membres

de la Commission nationale des logiciels libres, à leur tête le professeur Aïbach Aïssa, ainsi que de cadres de l'université, d'enseignants-chercheurs et de doctorants venus de différentes universités du pays.

Selon les organisateurs, cette école d'hiver s'inscrit dans le cadre des efforts visant à renforcer une formation de qualité et à ancrer la culture des logiciels libres dans le milieu universitaire, en adéquation avec les orientations du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique en matière de transformation numérique, d'encouragement de l'innovation et de

développement de compétences nationales capables de contribuer à la réalisation de la souveraineté numérique.

Le programme de l'école comprend une série de conférences scientifiques spécialisées, des ateliers pratiques, ainsi que des séances de discussion visant l'échange d'expériences, le développement des compétences techniques et de recherche des participants, et l'ouverture de perspectives de coopération scientifique entre chercheurs et établissements universitaires. A noter que les activités de cette école, accueillies par la bibliothèque centrale Mansouri Abderrazak, se poursuivront jusqu'au 22 janvier.

Première session de secourisme grand public

La Direction de la Protection civile de la wilaya de Sidi Bel-Abbès a lancé, lundi, la première session de secourisme grand public au titre de l'année 2026, dans le cadre du programme de la Direction générale de la Protection civile et sous le slogan "Un secouriste dans chaque famille", a indiqué la cellule de communication et d'information de cette direction.

La même source a précisé que cette session vise à former les citoyens de différentes catégories sociales aux principes des premiers secours, contribuant ainsi à la diffusion de la culture de la prévention et au renforcement des capacités d'inter-

vention rapide en cas d'accidents.

Les activités de cette formation se sont déroulées dans plusieurs espaces à travers le territoire de la wilaya, notamment le centre de loisirs situé sur la rue Ahmed Zabana à Sidi Bel-Abbès, la maison de jeunes de Loukil Amar, dans la commune de Ben Badis, ainsi que les centres de formation professionnelle des communes de Mérine et Telagh.

Cette session a connu une affluence remarquable des deux sexes et de différentes tranches d'âge, ce qui reflète, selon la même source, la prise de conscience des citoyens quant à l'importance

de la formation aux premiers secours et à son rôle vital dans le sauvetage des vies humaines.

Par ailleurs, la Direction de la Protection civile a invité les citoyens désireux de bénéficier des prochaines sessions de formation à se rapprocher du siège de la direction, situé au quartier Boumelik, pour s'inscrire, précisant qu'ils seront convoqués ultérieurement selon le programme établi. Cette initiative s'inscrit dans le cadre des efforts continus de la protection civile visant à renforcer la culture de prévention et à consacrer les valeurs de solidarité et de citoyenneté au sein de la société.

Béchar Trois nouvelles polycliniques ouvertes prochainement



Le secteur de la santé à Béchar sera bientôt renforcé par l'ouverture de trois (3) nouvelles polycliniques de soins de proximité, a-t-on appris auprès de la direction de la Santé de la wilaya.

Dans le cadre de l'amélioration des services de soins médicaux de proximité à travers la wilaya, il sera procédé prochainement à l'ouverture de trois (3) nouvelles polycliniques

de soins de proximité, a indiqué le directeur local de la Santé, Mansour Boukhiar.

Elles seront implantées dans la nouvelle cité urbaine de Taghaliine, située au sud-est de la commune de Béchar, à la cité Lahbab, au quartier Debdeba dans la même collectivité, ainsi qu'au chef-lieu de la commune frontalière de Lahmar, à 35 km au nord-ouest du chef-lieu de wilaya, a-t-il précisé.

Ces nouvelles infrastructures seront dotées d'équipements médicaux de pointe répondant aux normes nationales en matière de soins de proximité, a ajouté le responsable.

La mise en service de ces structures de santé permettra le renforcement du réseau des polycliniques à travers la wilaya, lequel passera de 10 actuellement à 13 établissements en 2026, a souligné M. Boukhiar.

Tiaret

Une nouvelle salle de soins mise en service à Madna

Une nouvelle salle de soins a été mise en service dans la commune de Madna, wilaya de Tiaret, après avoir bénéficié de travaux de réhabilitation, d'extension et d'équipement, a-t-on appris, lundi, du chef de la daïra d'Aïn-Kermes, M. Ali Elouradi.

M. Elouradi a précisé, à l'APS, que cette structure sanitaire assurera la permanence au profit des habitants de la commune, dont la population est estimée à 3.600 habitants, ainsi

que des populations des zones rurales avoisinantes. Il a ajouté que le projet a été réalisé dans le cadre du programme de soutien au développement économique et social de l'année écoulée, pour une enveloppe budgétaire globale de 12 millions de dinars, indiquant que la direction de la Santé a pris en charge son équipement et son encadrement.

De son côté, la directrice de l'établissement public de santé de

proximité (EPSP) d'Aïn-Kermes a affirmé que la salle de soins offrira divers services de santé de base aux citoyens, tels que la consultation médicale, la radiologie, les analyses médicales et la chirurgie dentaire, grâce à des équipements modernes récemment acquis, en plus du recrutement de plusieurs cadres médicaux et paramédicaux afin d'assurer l'accueil des patients jour et nuit, tous les jours de la semaine.

Naâma

Un réseau de trafic de psychotropes démantelé

Les services de la Sûreté de la wilaya de Naâma ont réussi, récemment, à démanteler un réseau criminel spécialisé dans la commercialisation de substances psychotropes et à saisir 5.430 capsules de psychotropes, selon un communiqué de la cellule de communication de ce corps sécuritaire.

La même source précise que l'opération, menée par la Brigade de recherche et d'intervention (BRI), relevant du service de wilaya de la police judiciaire de Naâma, est intervenue à la suite de

l'exploitation d'informations parvenues à cette brigade, faisant état d'une activité suspecte d'un groupe de personnes impliquées dans le trafic de substances psychotropes au niveau de la ville de Mecheria.

En coordination avec le parquet territorialement compétent, les éléments de cette brigade ont élaboré un plan opérationnel rigoureux basé sur la surveillance des déplacements des suspects, ce qui a permis l'arrestation de quatre individus appartenant à ce réseau, dont une

personne recherchée par la justice.

En plus de la quantité de psychotropes précitée, une somme de 86.000 dinars provenant des revenus de ce trafic a été saisie, ainsi que deux véhicules utilisés pour le transport et la commercialisation de ces poisons, a ajouté le communiqué.

Après l'accomplissement de l'ensemble des procédures légales, les suspects ont été présentés devant le procureur de la République près le tribunal de Mecheria, conclut la même source.

Une coupe d'Afrique : un football à l'arrière-goût amer...

Par Nabil Mati*

Derrière les projecteurs de la Coupe d'Afrique des nations et l'ivresse de la victoire se cache une réalité plus amère. Le football, dernier espace de reconnaissance symbolique pour un continent marginalisé sur la scène internationale, semble à son tour gagné par les logiques de domination, de division et de manipulation. Une réflexion sur un sport qui, à force de vouloir gagner, risque de perdre son âme.

Sur la scène internationale, les pays africains disposent rarement d'un véritable pouvoir politique. Marginalisés dans les grandes décisions mondiales et soumis à des rapports de force dictés par les puissances dominantes, ils peinent à faire entendre leur voix sur des questions pourtant vitales. L'actualité récente, marquée par des bombardements touchant depuis plus de deux ans les populations palestiniennes les plus vulnérables, en offre une illustration tragique. Elle rappelle le poids écrasant des rapports de force internationaux, ainsi que la quasi-inexistence de la voix africaine dans ces débats majeurs.

Pourtant, il existe un espace où l'Afrique parvient encore à exister, à s'exprimer et à s'affirmer : le football.

Sport le plus populaire au monde, souvent perçu comme un opium social, notamment pour les populations les plus défavorisées, il offre au continent une rare tribune de visibilité et de reconnaissance internationales. En Afrique, le football dépasse largement le simple cadre du jeu. Il incarne une source de fierté, un moyen d'exister aux yeux du monde, un pouvoir symbolique précieux dans un contexte où les autres formes de pouvoir font largement défaut.

Mais ce pouvoir, même symbolique, comporte ses propres dangers. Car, paradoxalement, dans cet espace qui devrait incarner la fraternité et l'unité continentale, on observe aujourd'hui la reproduction des mêmes logiques de domination, de division et de confrontation qui caractérisent les rapports de force mondiaux. Privés de pouvoir réel sur la scène internationale, les Africains semblent parfois reproduire entre eux, dans l'arène footballistique, les schémas dont ils sont pourtant les premières victimes ailleurs.

La récente Coupe d'Afrique des nations, organisée au Maroc, en a offert une illustration préoccupante. Loin de l'image d'une fête du football africain uni et solidaire, elle a révélé des fractures profondes, amplifiées par les réseaux sociaux et nourries par une obsession du résultat qui semble avoir relégué l'essentiel au second plan : les valeurs qui font du football un langage universel.

Gagner sur le terrain, c'est exister aux yeux du monde, mais aussi aux yeux de son voisin. Or ce pouvoir symbolique, précisément parce qu'il est l'un des rares dont dispose l'Afrique, devient l'objet d'une compétition féroce qui en dénature le sens. Ce sport, censé être un espace neutre, au-dessus des clivages idéologiques et des luttes d'influence, se trouve contaminé par des logiques de domination, de calcul, de manipulation et parfois de mensonge. Ce qui devait rester un jeu devient alors un enjeu de pouvoir.

LA CAN : ENTRE SPECTACLE ET DÉRIVES

La Coupe d'Afrique des nations, notamment lors de son édition organisée au Maroc, en a offert une illustration frappante. Ce grand rendez-vous continental, au-delà du spectacle et de l'engouement populaire, a parfois laissé transparaître une réalité plus préoccupante. La pression de gagner cette compétition devient plus que jamais extrême. Lorsque l'objectif du trophée écrase tout le reste, certaines attitudes refont inévitablement surface.

Le football africain, malgré son immense talent et sa richesse humaine, peine encore, et peut-être plus que jamais, à se libérer de réflexes persistants : le soupçon permanent, la contestation excessive et la volonté d'imposer un résultat par tous les moyens. À



cela s'ajoute le soutien aveugle à une équipe, souvent au détriment d'une fraternité continentale, voire d'une appartenance religieuse ou humaine plus large, pourtant censée être fédératrice.

L'ÈRE DES RÉSEAUX SOCIAUX : AMPLIFICATEUR DE DIVISIONS

Cette problématique s'est intensifiée à l'ère des réseaux sociaux, où chaque match, chaque décision arbitrale, chaque geste d'un joueur est immédiatement commenté, interprété et amplifié. Les supporters de différentes équipes s'y affrontent dans des débats incessants, alimentant des polémiques sur des « lives » numériques où les discussions, initialement centrées sur le football, dérivent rapidement vers des prises de position politiques souvent extrêmes.

La nouveauté tient au fait que ces polémiques rassemblent, par une forme de fraternité numérique, des individus qui ne regardent parfois même pas les matchs et qui, pourtant très éloignés des terrains de football, se sentent concernés et y ajoutent souvent une dose de venin. Le football devient alors un simple prétexte à l'existence sociale, bien plus qu'un véritable espace d'échange autour du jeu lui-même.

Dans cet espace virtuel, l'existence semble désormais se définir par le commentaire permanent et par la prise de position immédiate, souvent martiale. Une manière, pour beaucoup, d'échapper à l'ennui quotidien dans leurs pays respectifs et de s'inscrire dans un débat continu, sans véritable fin. Le tout est largement façonné par des algorithmes dont les logiques et les intentions, volontairement opaques, sont laissées à l'appréciation du lecteur.

La désinformation, les fake news, la médisance sociale et les insultes s'imposent alors comme des armes ordinaires du débat, parfois attisées par certains acteurs médiatiques, largement rémunérés, qui alimentent ces dérives à des fins de visibilité et de buzz.

LA PERTE DES VALEURS FONDAMENTALES

Comme le résumait déjà Jules César, il suffisait de « donner du pain et des jeux » pour apaiser les foules. Ce principe, pensé à l'origine pour calmer les tensions sociales, s'est profondément transformé avec le temps. Aujourd'hui, il ne sert plus seulement à apaiser, mais parfois à fragmenter, à ériger des barrières symboliques et à empêcher une union réelle entre les peuples, une union

pourtant plus que jamais vitale dans un contexte international où les puissants cherchent la moindre brèche pour perpétuer le désordre et imposer leur influence.

À force de dérives, le football africain semble avoir perdu, plus encore à l'ère du numérique, le sens même de son existence. Il a oublié ses valeurs fondamentales : la fraternité entre les peuples, le respect de l'adversaire, l'équité, le fair-play, l'humilité dans la victoire comme dans la défaite, la solidarité et la joie du jeu partagé. Ces principes, qui faisaient du football un langage universel, sont aujourd'hui relégués au second plan, écrasés par l'obsession du résultat et de la polémique. Plus grave encore, certaines postures observées rappellent dangereusement des comportements autoritaires. Sans disposer d'un véritable pouvoir politique ou économique, certains acteurs, organisateurs, joueurs, arbitres ou spectateurs, reproduisent dans le cadre sportif les mêmes schémas que ceux observés ailleurs : refus de la contradiction, volonté d'imposer sa vérité au détriment des règles du jeu, obsession du contrôle et du résultat, qu'il s'agisse d'avoir raison même lorsque tout indique le contraire. La Coupe d'Afrique devient alors, par endroits, une imitation inquiétante du pouvoir, un simulacre de domination, même sans puissance réelle. On assiste ainsi, peut-être pour la première fois, à une Coupe d'Afrique sans âme, sans

repères clairs, sans véritable boussole morale. Une compétition où gagner semble tout justifier. Une Coupe d'Afrique qui, à force de s'éloigner de son esprit initial, finit par interroger sa propre légitimité : peut-on encore parler de fête du football lorsque les valeurs disparaissent ? La Coupe d'Afrique ne devrait pas être cela. Elle ne devrait pas exister à ce prix-là. Car un football sans valeurs n'est plus qu'un spectacle vide, un théâtre de frustrations et de tensions, reflet des failles que l'on refuse d'affronter collectivement.

Tant que la victoire primera sur l'éthique, tant que le trophée vaudra plus que l'esprit du jeu et de la fraternité, le football africain continuera de se trahir lui-même, fragilisé davantage encore par les réseaux sociaux et les logiques algorithmiques. Finalement, la question demeure lourde et inquiétante : gagner la Coupe d'Afrique, à quel prix ? Car derrière une équipe victorieuse en finale, c'est parfois tout un continent fort d'un milliard et demi d'âmes, déjà éprouvé par de profondes difficultés économiques et sociales, qui semble s'éloigner un peu plus de ce qui faisait sa force : le sens collectif, les valeurs de fraternité et l'unité. Une alerte silencieuse, qui dépasse largement le cadre du football et interroge l'avenir même du vivre-ensemble africain.

*Enseignant à l'Université de Paris
Formé à l'EHESS (École doctorale),
en anthropologie

Publicité



EL SHARIKA EL DJAZAIRIA
EL OMANIA LIL ASMIDA

AOA Spa
Capital Social: 50 000 000 000 DA,
Registre du commerce: N° 31/00-0110058 B08
Siège social: Hai TAFNA, n°06 rue Benzrida Benaouda –Tour
Jasmin – lot n°146, 1er Etage – Oran
Tél/Fax: 041766230

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT

El Sharika El Djazairia El Omania Lil Asmida. « A.O.A Spa », lance un Avis d'Appel d'Offres National
Ouvert Réf AOA/CCC/n °02-INST-2026 pour :
« ETALONNAGE ET DE MAINTENANCE FONCTIONNELLE DES DETECTEURS DE GAZ (GDI) ET

DES DETECTEURS D'INCENDIE (FDI) POUR L'ENSEMBLE DES UNITES »
Les Sociétés, intéressées, peuvent obtenir le cahier des charges après transmission par e-mail, d'une copie du
registre de commerce, auprès du département C.C.C d'AOA Spa :

« Département Consolidation et Conclusion des Contrats »
Courriel : spm@aoa.dz

La date limite de retrait du cahier des charges, est fixée à Vingt (20) jours à compter de la date de parution du
présent avis d'appel d'offres.
L'unique date de dépôt des offres, sera communiquée aux soumissionnaires par email, lors de l'envoi du cahier
des charges.

**Aucune demande de prorogation reçue dans les 72 heures qui précèdent l'échéance
du délai sus-indiqué, ne sera prise en charge.**

CAN 2025

L'édition de la honte s'est achevée dans la confusion



M. Zeggai

Les champions se sont éteints sur cette 35^e édition, qualifiée par de nombreux observateurs comme l'une des plus scandaleuses de l'histoire de ce tournoi continental, tant les dérives arbitrales et les désignations sur mesure ont pesé lourdement sur son déroulement. Des sélections annoncées comme de sérieux postulants au sacre ont été poussées vers la porte de sortie, dans des conditions pour le moins douteuses, laissant derrière elles un sentiment d'injustice difficile à dissiper. Sur le plan organisationnel, l'affaire de l'indisponibilité des billets, manifestement montée de toutes pièces, a soulevé de vives inquiétudes et de nombreuses interrogations. Une gestion opaque, sélective et discriminatoire qui a privé les supporters algériens de leur droit légitime d'accompagner leur équipe. A ce titre, le public des 'Verts' n'a fait qu'exercer un droit fondamental : celui de s'indigner et de dénoncer une situation anormale. Une question demeure cependant sans réponse claire : pourquoi seul le public algérien a-t-il subi de telles restrictions ? Sur le terrain, le constat s'est imposé avec amertume : le jeu de coulisses a souvent pris le pas sur le jeu tout court. Des décisions arbitrales contestables, une utilisation sélective de la VAR et des scénarios qui semblaient écrits à l'avance ont fini par entacher la crédibilité sportive de la compétition.

Au final, au-delà du vainqueur officiel, c'est l'image du football africain qui sort affaiblie. Derrière les discours officiels prônant la transparence et la bonne gouvernance, les faits observés sur le terrain et en dehors révèlent une réalité plus complexe, la CAF ayant perdu toute son autonomie. Des décisions lourdes de conséquences sportives ont ainsi contribué à l'élimination prématurée de sélections majeures.

Pour sa part, l'arbitrage a cristallisé toutes les tensions. L'im-

pression persistante que certaines décisions répondaient davantage à des équilibres institutionnels qu'à une stricte application des lois de jeu.

Cette situation pose une question : la CAF agit-elle encore en toute dépendance ou se contente-t-elle d'exécuter les ordres et les orientations de ses membres influents ? Au terme de cette édition de la honte, le constat est sans appel : tant que la CAF ne parviendra pas à affirmer pleinement son autonomie décisionnelle, chaque édition de la CAN restera exposée aux soupçons, aux polémiques et à la défiance.

QUAND LE SÉNÉGAL DÉFIE LE JEU DE COULISSES

Les 'Lions de la Teranga' ont, contre vents et marées, réussi à damer le pion au pays organisateur et remporté ; haut la main ; leur deuxième trophée consécutif.

Une victoire historique, mais qui a rapidement été éclipsée par un chaos inédit sur le terrain. La polémique a éclaté lorsqu'un but en faveur du Sénégal a été refusé sans que la VAR n'intervienne. Furieux, les Sénégalais, sur instruction de leur entraîneur ont quitté le terrain, tandis que certains de leurs supporters s'affrontaient avec les stadiers, créant une confusion totale. La tension a culminé lorsqu'un penalty a été accordé au Maroc dans le temps additionnel. Il a fallu l'intervention de Sadio Mané qui a, après une discussion avec Claude Le Roy et El Hadji Diouf, réussi à calmer ses coéquipiers qui décidèrent de revenir sur le terrain pour inscrire leurs noms dans l'histoire après un but d'anthologie de Pape Gueye. Au dû de la physionomie du match, les Sénégalais ont pleinement mérité leur victoire face à une sélection marocaine qui a peiné à rivaliser. En somme, cette deuxième couronne consécutive est le fruit de la continuité dans le tra-

vail, de la stabilité, de la confiance en soi et de la patience. Le Sénégal a offert une véritable leçon de persévérance, de discipline et de maîtrise, soutenue par la qualité individuelle de ses joueurs, loin du jeu de coulisses. Au final, cela démontre que les 'Lions de la Teranga' ne se contentent pas de gagner : ils imposent leur supériorité technique et mentale et confirment leur place parmi les grandes nations du football africain.

LA MAINMISE DE LEKJAA N'A PAS SUFFI

Depuis plusieurs années, la CAF traverse une zone de turbulences où les décisions sportives, organisationnelles et institutionnelles suscitent, de plus en plus de soupçons. Au cœur de ces controverses, un nom revient avec insistance : Fouzi Lekjaa, figure désormais incontournable, avec la complicité de Patrice Mtsepe, président de la CAF, des cercles décisionnels du football africain. Cette mainmise se manifeste à plusieurs niveaux. Lekjaa, soutenu par ses supérieurs, a méthodiquement brouillé les frontières entre politique et football. Alors, jusqu'à quand la CAF continuera-t-elle à fonctionner sous l'influence d'intérêts ? Et surtout quelle sera la réaction des autres fédérations africaines de football face à cette emprise grandissante, qui menace la crédibilité des compétitions continentales ? Aujourd'hui, il est difficile d'entrevoir la moindre solution tant que Fouzi Lekjaa s'est entouré d'un cercle restreint de complices, davantage préoccupés par la préservation de leurs postes au sein de l'instance continentale, leurs intérêts et leurs privilèges que par l'avenir du football africain, sacrifié sur l'autel des calculs et des alliances opportunistes. La question n'est plus de savoir si Fouzi Lekjaa est influent - cela ne fait aucun doute - mais jusqu'où s'étend cette influence ? Là, est toute la question.

Equipe nationale Vers des matches amicaux contre l'Uruguay et l'Iran

Selon une source bien informée, on a appris que des négociations ont commencé entre les Fédérations algérienne, uruguayenne et iranienne en vue de l'organisation de matches amicaux, dans le cadre de la préparation de l'EN à la prochaine coupe du monde. Ces rencontres potentielles s'inscrivent dans une stratégie visant à offrir aux 'Verts' une opposition de haut niveau, face à des sélections aux profils et styles de jeu différents. L'Iran, habitué aux grandes compétitions internationales et l'Uruguay, référence du football sud-américain, constitueraient des tests particulièrement révélateurs pour le sélectionneur national, Vladimir Petkovic et son staff technique.

A travers ces confrontations, le staff technique national aspire à évaluer la capacité des joueurs à s'adapter à des systèmes tactiques variés et d'affiner les choix techniques, en prévision des prochaines échéances. Dans ce même contexte, selon les médias iraniens, la Fédération iranienne de football serait en négociations avec la FAF pour organiser un match amical en mars 2026.

A propos de l'effectif, l'EN pour-

rait prochainement accueillir un nouveau talent. Selon plusieurs sources, Ethan Mbappé, le frère cadet de Kylian Mbappé, serait dans le viseur des Fennecs. Le milieu de terrain de 19 ans, actuellement au LOSC où évoluent les Bentaleb et Mandi, possède en effet des origines algériennes par sa mère Fayza Lamari, dont les parents sont kabyles. Bien qu'Ethan rêve encore de rejoindre un jour l'équipe de France, aux côtés de son frère Kylian, les Fennecs semblent déterminés à le convaincre de changer de cap. Le jeune joueur n'a jamais porté le maillot bleu chez les jeunes, malgré quelques convocations en U16 et U19, ce qui laisse la porte ouverte à une éventuelle sélection avec les 'Verts'. Cette proximité aurait contribué à éveiller son intérêt pour les 'Fennecs'. Une arrivée d'Ethan Mbappé avec l'EN pourrait même être envisagée dès le prochain stage international prévu en mars, selon les médias étrangers. Vladimir Petkovic souhaite profiter de ce rassemblement pour tester de nouveaux profils avant la Coupe du monde 2026. Affaire à suivre.

M. Z.

Les Verts de l'Europe Mercato: Enorme concurrence pour Hadj Moussa

L'Olympique de Marseille s'active en amont du mercato estival et surveille de près la situation d'Anis Hadj Moussa. L'ailier du Feyenoord Rotterdam est cité parmi les profils suivis par l'OM, mais le dossier s'annonce concurrentiel avec l'intérêt confirmé de Chelsea et du Benfica Lisbonne.

On précisera que Chelsea, Marseille et le Benfica suivent attentivement la situation du joueur, actuellement sous contrat avec le Feyenoord Rotterdam jusqu'en

2030. Pour l'O.M., la concurrence de formations disposant d'une surface financière importante, comme Chelsea, ou d'un projet européen stable comme le Benfica, constitue un paramètre majeur dans ce dossier. À ce stade, aucun accord ni négociation officielle n'a été annoncée.

L'Olympique de Marseille reste attentif, mais devra composer avec une concurrence européenne bien installée et un club vendeur en position de force.

France : Kebbal artisan de la victoire face au FC Nantes

De retour de la CAN avec un temps de jeu quasi symbolique, Ilan Kebbal n'a pas tardé à rappeler l'étendue de son talent. Sur la pelouse de la Beaujoire, l'international algérien a été l'un des grands artisans de la victoire du Paris FC face au FC Nantes (2-1), donnant l'avantage à son équipe. Profitant d'une grosse erreur défensive, Kebbal fait parler sa vivacité et son sens de l'anticipation pour déclencher une frappe sèche du pied gauche, ouvrant le score pour son équipe. Une action limpide,

symbole de la lucidité et du sang-froid du joueur. Ce but donne le ton d'une première période totalement maîtrisée par le Paris FC, qui étouffa des Nantais méconnaissables. Kebbal, très actif entre les lignes, s'est distingué également par sa qualité de passe. Nantes réagira après la pause, mais l'impact initial de Kebbal aura pesé lourd dans l'issue de la rencontre. Avec ce nouveau but, Ilan Kebbal porte son total à sept réalisations en Ligue 1 cette saison, confirmant son rôle central dans l'animation offensive parisienne.

Pays Bas : Ramiz Zerrouki expulsé avec Twente !

L'international Algérien, Ramiz Zerrouki, a récolté le premier carton rouge direct de sa carrière pour un léger «coup de sang» face à Heracles. Titulaire comme à son habitude avec Twente où il est prêté par Feyenoord cette saison, le joueur de 27 ans a du quitter le terrain à la 58', juste après le second but inscrit par son équipe. Alors qu'il allait obtenir une faute pour

un tirage de maillot, le milieu de terrain algérien dans un geste d'humeur, pousse un adversaire dans le dos par exaspération. L'arbitre n'hésite pas et sort le carton rouge direct. Zerrouki qui avait déjà été expulsé après avoir reçu deux cartons jaunes, reçoit son premier carton rouge direct dans sa carrière. Heureusement que son équipe s'est imposée 2-0 à l'extérieur.

Annaba

Extension du port de phosphate :
passer à la vitesse supérieure

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, M. Abdelkader Djellaoui, a présidé une séance de travail consacrée au suivi de l'avancement des chantiers de réalisation de l'extension du port phosphatier d'Annaba, dans le cadre du projet de phosphate intégré, soulignant la nécessité d'accélérer la cadence des travaux, indique un communiqué du ministère.

Cette réunion tenue, dimanche soir au siège du ministère, s'est déroulée en présence de ses cadres centraux, des représentants du consortium algéro-chinois des sociétés de réalisation et de l'Agence nationale de réalisation des in-

frastructures portuaires (ANRIP), ainsi que du bureau d'études chargé du suivi du projet, précise la même source.

Lors de cette rencontre qui entre dans le cadre du suivi de la concrétisation des grands projets stratégiques du secteur dans le domaine des infrastructures de base, un exposé technique détaillé a été présenté sur ce projet qui prévoit la réalisation d'un quai minier.

A cette occasion, M. Djellaoui a mis l'accent sur l'importance d'accélérer la cadence des travaux et de parachever l'opération de réalisation, en renforçant la coordination entre différents intervenants dans le projet, et en assu-

rant la disponibilité des produits nécessaires afin de garantir la poursuite des travaux», ajoute le communiqué.

Le ministre a, en outre, appelé à «assurer une coordination permanente entre tous les partenaires et à œuvrer à la réalisation du projet et à sa livraison dans les délais contractuels fixés, en concrétisation des instructions du président de la République».

Pour rappel, cette réunion intervient après deux séances de travail pour le suivi de l'état d'avancement des travaux de la ligne minière de l'Est Annaba-Bled El-Hadba, avec ses différents tronçons.

Oum El Bouaghi

Le projet de doublement de la RN 100
bientôt lancé

Un projet de doublement de la route nationale RN 100 sur une distance de 8,4 km sera "prochainement" lancé dans la wilaya d'Oum El Bouaghi, selon la direction des travaux publics.

Le cahier de charges de ce projet de doublement de ce tronçon entre les deux communes d'Ain

M'lila et Ouled Hamla via le village d'Ain Benayad a été élaboré et déposé auprès de la commission sectorielle des marchés publics du ministère de tutelle, a précisé à l'APS le chef du service de développement des infrastructures de base de cette direction, Lahfidh Ami. Ce projet retenu pour

la wilaya au titre du programme sectoriel 2026 revêt une grande importance du fait que cette route nationale constitue un axe principal pour relier les deux wilayas d'Oum El Bouaghi et Mila qui enregistre un dense trafic avec près de 15.000 véhicules par jour, selon la même source.

Jijel

Des équipements pour l'hôpital
Bachir-Mentouri d'El Milia

Les services de l'Etablissement public hospitalier (EPH) Bachir-Mentouri d'El Milia vient d'être renforcés par des équipements médicaux modernes, selon sa directrice, Nour El-Houda Boumezbar. Dans une déclaration à l'APS, la même responsable a précisé que dans «le cadre de l'amélioration de ses prestations sanitaires, cet EPH s'est renforcé de plusieurs équipements modernes à même de permettre une meilleure prise en charge des patients».

Parmi ces équipements, figure un générateur de laser urologique unique au niveau de la wilaya qui évitera le déplacement des malades vers les wilayas voisines, selon la même source.

L'unité cytologique de l'établissement a été en outre dotée d'une hotte de cytologie avec trois sondes pour assurer un milieu de travail sécurisé aux employés et une meilleure prise en charge des patientes au niveau du service de gynécologie obstétrique, selon la

même responsable. L'opération d'acquisition de ces équipements a été soigneusement menée, après avoir consulté des spécialistes, a indiqué Mme Boumezbar.

Il est également prévu de réceptionner «prochainement» un autre lot d'équipements dont un vidéo-gastroscope et un vidéo-colonoscope qui contribueront à améliorer la prise en charge sanitaire des habitants de la région et des régions voisines, selon la même responsable.

Mila

Un tronçon routier remis en service

B. Bousselah

Le projet de réhabilitation d'un tronçon routier sur deux kilomètres reliant la commune montagnaise de Chigara à la commune de Ouled Rabah dans la wilaya de Jijel, s'inscrivant dans le cadre du soutien à l'économie locale, a

été mis en service dimanche, en présence du wali dans le cadre de la journée nationale de la commune. Ce tronçon d'un cout de 4.7 milliards de centimes a été réalisé en cinq mois. Poursuivant sa visite, le wali s'est rendu à l'école de l'agglomération de Kikia, qui verra dans moins de cinq mois la réalisation

d'une cantine aux normes dans le cadre de l'amélioration de la restauration scolaire. De retour à la commune du chef-lieu de wilaya, le wali a saisi l'occasion pour honorer les retraités des collectivités locales y compris la famille du maire de la commune de Minar Zarza, décédé, il y a quelques jours.

Batna

Plus de 50.000 comprimés
psychotropes saisis

La Brigade mobile des Douanes de Batna a saisi, en coordination avec les éléments de l'Armée nationale populaire, 50.535 comprimés psychotropes de 300 mg chacun, indique un communiqué publié lundi par l'Inspection des Douanes de

Batna, qui relève de la direction régionale de ce corps constitué à Constantine.

Selon ce document, la saisie a été opérée au niveau d'un point de contrôle routier où 6 individus soupçonnés d'être impliqués dans cette affaire ont été arrêtés et vu

leurs moyens de transport, à savoir deux véhicules utilitaires et deux motos, saisis.

Cette opération met en lumière «la disponibilité et la vigilance des services des Douanes algériennes dans la lutte contre les différentes formes de contrebande et de criminalité organisée», ainsi que dans «la protection de l'économie nationale et de la santé publique», conclut le communiqué.

Boumerdès

Plusieurs projets de la santé
livrés cette année

Le secteur de la santé à Boumerdès verra, durant cette année 2026, la réception de plusieurs projets dans le secteur de la santé, principalement des polycliniques visant à améliorer les prestations sanitaires, selon les services de la wilaya.

«Ces projets, actuellement en cours de réalisation, enregistrent des taux d'avancement satisfaisants et seront prochainement livrés», a indiqué la wali, Fouzia Naama, lors des travaux du conseil exécutif de la wilaya.

Il s'agit notamment d'une polyclinique à Hammadi dont les travaux sont achevés à 80 % et qui devrait être livrée durant cette année, tandis qu'une autre polyclinique, réalisée à Ouled Haddadj a déjà été équipée, dans l'attente d'une mise en service prochaine. Deux (2) autres structures similaires sont en cours de réalisation à Tidjelabine et à El Karma, dans la

banlieue de Boumerdès. Par ailleurs, les travaux de la polyclinique de Larbaatache sont achevés, la structure étant actuellement en phase d'équipement et sera prochainement opérationnelle. La commune de Bordj Menaiel a, également, bénéficié d'une polyclinique similaire qui entrera en service bientôt. Toujours selon la wali Fouzia Naama, la wilaya a également bénéficié de nombreux projets, au titre de l'année 2025/2026, notamment la réalisation de salles de soins dans les daïras des Issers et de Bordj Menaiel, qui sont déjà équipées et seront bientôt opérationnelles.

Ces projets s'ajouteront aux opérations de réhabilitation des hôpitaux de Bordj Menaiel, Dellys et Thenia, ainsi qu'à l'acquisition de 12 appareils d'hémodialyse, de 11 ambulances, d'un scanner et d'un appareil d'IRM pour l'hôpital de Thenia.

Blida

Deux écoles et un nouveau
siège de commune inaugurés

La commune de Chebli, dans la wilaya de Blida, a été dotée d'un nouveau siège, inauguré, dimanche, à l'occasion de la Journée nationale de la commune (18 janvier), en présence des autorités locales et de wilaya.

La mise en service du nouveau siège s'inscrit dans le cadre des efforts visant à renforcer les structures administratives et à rapprocher l'administration du citoyen, a indiqué le wali de Blida, Djamel Eddine Hashas, dans une déclaration à la presse.

Il a ajouté que ce siège a été conçu selon des normes modernes, permettant d'améliorer les conditions de travail des employés et de garantir un meilleur accueil des citoyens, à travers la mise à disposition de bureaux adaptés aux différentes structures administratives et de salles d'attente aménagées, contribuant ainsi à l'amélioration de la qualité du service public et à l'accélération du traitement des dossiers.

Cette réalisation va contribuer à améliorer l'organisation interne des services, en plus de faciliter les procédures liées aux affaires quotidiennes, en adéquation avec la politique de modernisation de l'administration locale et de mise

à niveau des équipements publics, selon les explications fournies sur place. La commune de Chebli compte 46.000 habitants, ce qui nécessite la mise à disposition d'espaces administratifs modernes pour répondre à la demande croissante en matière de services communaux, ont souligné les responsables locaux. La Journée nationale de la commune, qui commémore la promulgation de la première loi relative à la commune, a constitué une occasion pour les autorités locales de réaffirmer le rôle central joué par les collectivités locales dans le processus de développement. L'opportunité a également donné lieu à l'inauguration de trois (3) écoles dans la commune de Bouinan, d'une capacité de 12 classes chacune, destinées à alléger la pression sur les établissements éducatifs dans cette région en pleine expansion urbaine. Avec la réception de ces nouvelles structures, réalisées respectivement au niveau de la cité 4.500 logements AADL d'El Hassainia (deux écoles primaires) et la cité d'habitat intégré 1.020 logements, le nombre total d'écoles primaires de la commune est désormais porté à 46 unités, selon les données fournies sur place.

Bouira

Saisie de psychotropes,
5 dealers arrêtés

A la suite d'informations parvenues à l'unité mobile de la police judiciaire de Bouira, indiquant qu'un groupe d'individus était en possession de substances psychotropes destinées à la revente, une enquête a été ouverte. Les investigations ont donné lieu à l'arrestation de 5 suspects, dont

l'un était connu des services de police, et à la saisie d'une quantité de psychotrope ainsi que d'une somme d'argent provenant de la vente de ces substances. A l'issue des formalités légales, les suspects ont été déférés devant les autorités judiciaires compétentes.

Farid Haddouche

Horaires des prières pour Alger et ses environs

1er chaâbane 1447				
El Fedjr 06h28	Dohr 12h59	Assar 15h41	Maghreb 18h04	Icha 19h26



Horaires des prières pour Constantine et ses environs

1er chaâbane 1447				
El Fedjr 06h14	Dohr 12h45	Assar 15h28	Maghreb 17h51	Icha 19h13



Jeunes et réseaux sociaux
L'interdiction fait débat chez les chercheurs



Faut-il interdire les réseaux sociaux aux enfants et aux adolescents? Appliquée en Australie, envisagée en France et au Royaume-Uni, la mesure divise les chercheurs: certains la jugent nécessaire face à une menace majeure pour la santé mentale, d'autres défendent une approche plus nuancée. «Restreindre l'accès des jeunes adolescents aux réseaux sociaux, c'est un pari qui vaut le coup», estime auprès de l'AFP le chercheur australien Michael Noetel.

Depuis décembre, les Australiens de moins de 16 ans n'ont plus accès aux principaux réseaux (Facebook, TikTok, Instagram, etc.) et à d'autres sites internet communautaires comme YouTube et Reddit. La France compte faire pareil pour les moins de 15 ans, avec plusieurs textes dans les semaines à venir, dont l'un porté par le président Macron. Et le Premier ministre britannique, Keir Starmer, a affirmé lundi que son gouvernement «n'écarterait aucune option», y compris une interdiction aux moins de 16 ans.

En cause, les risques multiples associés aux réseaux: harcèlement, algorithmes favorisant la comparaison permanente, exposition à des contenus violents ou sexuels, etc.

Depuis plusieurs années, la recherche s'est emparée du sujet. Un livre du psychologue américain Jonathan Haidt, paru en 2024 et vendu à des millions d'exemplaires, a notamment exercé une forte influence politique. Il y défend l'idée que les smartphones, et en particulier les réseaux sociaux, sont la cause première de la dégradation de la santé mentale des jeunes depuis les années 2000: c'est la «Génération anxieu-

se», titre de son ouvrage.

Signe de cette influence, M. Haidt, a été cité par les responsables australiens, puis reçu au printemps 2025 par Emmanuel Macron. Il a également été sollicité par des représentants du gouvernement britannique, a écrit la semaine dernière le journal The Guardian. Son livre reste controversé. Dès sa sortie, la revue Nature publiait une critique de la psychologue américaine Candice Odgers, dénonçant une thèse simpliste qui occulterait notamment les facteurs économiques du mal-être des jeunes. Deux ans plus tard, un relatif consensus se dessine néanmoins sur les effets toxiques des réseaux sociaux, en particulier chez les filles, même si un débat perdure sur l'ampleur du phénomène. En France, l'Agence nationale de sécurité sanitaire (Anses) a ainsi conclu en janvier, sur la base de 1.000 études, que les réseaux sociaux, sans être les seuls responsables, avaient de nombreux effets délétères sur les adolescents. Elle préconise d'agir sur les algorithmes pour que les mineurs n'accèdent qu'à «des réseaux sociaux conçus et paramétrés pour protéger leur santé».

CERCLE VICIEUX

Malgré des affirmations trop catégoriques, M. Haidt «a attiré l'attention sur un véritable problème», estime Michael Noetel, qui reproche à ses adversaires d'exiger un niveau irréalistes de preuves. M. Noetel a lui-même supervisé une vaste étude, parue en 2025 dans la revue Psychological Bulletin et compilant une centaine de travaux mondiaux, pour analyser les liens entre écrans et troubles psychologiques et émotionnels chez les mineurs. Ses

conclusions suggèrent un cercle vicieux: une fréquentation excessive des écrans, en particulier des réseaux sociaux et des jeux vidéo, a des effets négatifs et le mal-être peut en retour favoriser un recours accru aux écrans. D'autres chercheurs se montrent toutefois sceptiques face à une interdiction généralisée. «Des restrictions excessives peuvent être aussi problématiques qu'un usage excessif et cela dépend de l'âge et du sexe», souligne auprès de l'AFP le chercheur australien Ben Singh. Dans une récente étude du JAMA Pediatrics menée auprès d'environ 100.000 jeunes Australiens, M. Singh observe qu'un temps élevé passé sur les réseaux est associé à un moins bon état mental tout comme en cas d'abstinence totale. L'hypothèse des chercheurs est que les réseaux peuvent, dans une certaine mesure, jouer un rôle positif de socialisation et donc limiter l'isolement, notamment chez les garçons. Le scepticisme à l'égard d'une interdiction généralisée s'exprime aussi chez certaines personnalités, comme le psychiatre français Serge Tisseron. «Les réseaux sociaux sont effroyablement toxiques», estime-t-il, appelant à une régulation ambitieuse. Mais une interdiction générale, redoute-t-il, risquerait d'être facilement contournée par les adolescents, tout en déresponsabilisant les parents et en laissant entière la question de l'éducation au numérique. «Le débat s'est beaucoup polarisé ces dernières années entre une interdiction pure et simple ou rien du tout», regrette-t-il, pointant du doigt un paradoxe: «C'est exactement la logique des réseaux sociaux: soit tout pour, soit tout contre».

Publicité

PENSÉE

BENAMINA MELIANI Kheira

Deux années se sont écoulées !... On dit que le temps apaise la douleur suite à la perte d'un être cher : ce n'est pas mon cas, je dirais même que cette souffrance morale est égale voire plus intense que ce jour funeste. Il ne se passe pas un jour, une heure, une fraction de seconde où tu ne sois. Tout me rappelle à toi : la maison, les objets, les personnes, les odeurs, les moindres détails !... Comment me remettre après avoir été foudroyée par cette mort subite ? Orphelins de père, très jeunes, mes frères et moi, n'avons pas ressenti ce vide tant tu as su combler et parer à l'absence. Tu t'es révélée une guerrière et tu as su relever les défis. Nous espérons, à notre tour, te combler jusqu'au bout du bout mais le sort en a décidé autrement. Le temps n'a pas été suffisamment long pour te témoigner toute notre reconnaissance. Toutefois, nous nous réconfortons à l'idée que tu es dans un monde meilleur, où tu reposes en paix, après toutes les bonnes actions que tu as menées et que les proches et les plus lointains, ont reconnus. J'aspire chère mère à reposer près de toi, un jour... Tel est le vœu qui me maintient et qui me donne la force d'aller de l'avant. Grands et petits se joignent à moi pour implorer Dieu de sa Miséricorde pour ceux disparus et ceux présents.



REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS ET DES INFRASTRUCTURES DE BASE
DIRECTION DES TRAVAUX PUBLICS DE LA WILAYA D'ORAN

NIF : 40801500031086

AVIS D'APPEL D'OFFRE NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITE MINIMALE
N°02...../SEERR/DTP/2026

La Direction des Travaux Publics de la Wilaya d'Oran, lance un avis d'appel d'offre national ouvert avec exigence de capacités minimales pour la réalisation du projet portant l'intitulé :

Projet : Entretien courant des routes nationales

Lot 1 : Fourniture de voirie

Lot 2 : Habillement des ouvriers

Lot 3 : Acquisition de moyens

ELIGIBILITE DES CANDIDATS

Lot 1 : Fourniture de voirie

1. Le fournisseur soumissionnaire doit avoir un registre de commerce électronique avec le code y afférent (en relation avec le lot 01)
 2. Avoir réalisé, au moins un (01) projet de même nature fourniture de voirie ou quincaillerie, Justifié par une attestation de bonne exécution signée par le maître d'ouvrage public.
 3. Justifier la réalisation d'une moyenne de chiffre d'affaires des 03 dernières années supérieure ou égale de 2.000.000 DA (justifier par des 03 bilans visés par les services des impôts).
 4. délai de livraison ne doit pas dépassé 01 mois
- Lot 2 : Habillement des ouvriers
1. Le fournisseur soumissionnaire doit avoir un registre de commerce électronique avec le code y afférent (en relation avec le lot 02)
 2. Avoir réalisé, au moins un (01) projet de même nature habillement ou vêtement professionnelles, Justifié par une attestation de bonne exécution signée par le maître d'ouvrage public.
 3. Justifier la réalisation d'une moyenne de chiffre d'affaires des 03 dernières années supérieure ou égale de 2.000.000 DA (justifier par des 03 bilans visés par les services des impôts).
 4. délai de livraison ne doit pas dépassé 01 mois

Lot 3 : Acquisition de moyens

1. Le fournisseur soumissionnaire doit avoir un registre de commerce électronique code avec le code y afférent (en relation avec le lot 03)
2. Avoir réalisé, au moins un (01) projet de même nature (fourniture de matériaux d'outillages BTPH), Justifié par une attestation de bonne exécution signée par le maître d'ouvrage public.
3. Justifier la réalisation d'une moyenne de chiffre d'affaires des 03 dernières années supérieure ou égale de 2.000.000 DA justifier par des 03 bilans visés par les services des impôts).
4. Délai de livraison ne doit pas dépassé 01 mois

NB : Les soumissionnaires peuvent soumissionner pour un (01) ou les (03) lots et il peut être attributaire pour un ou les 03 lots.

L'évaluation des offres se fera par lot séparé, en respectant selon l'offre avantageuse à l'administration

Les entreprises peuvent retirer le cahier des charges à compter de la date de parution du présent avis d'appel d'offre dans la presse nationale, auprès de la Direction des Travaux Publics de la Wilaya d'Oran, 2ème étage, Boulevard Mimouni Lahcene - Oran - contre un paiement d'une somme de 5 000,00 DA acquitter auprès du trésor public de la wilaya d'Oran et justifier par une quittance de contre paiement jointe au dossier de candidature.

CONTENU DU DOSSIER DE SOUMISSION : Conformément aux dispositions de l'article 67 du décret présidentiel n° 15247 du 16 septembre 2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public, les soumissionnaires devront obligatoirement joindre à leurs dossiers de soumission les pièces réglementaires citées à l'article 08 du présent cahier des charges (contenu du dossier de soumission) :

Dossier de candidature (voir l'article 08 : / instruction aux soumissionnaires du CDC)

L'offre technique comprendra (voir l'article 08 : / instruction aux soumissionnaires du CDC)

L'offre financière comprendra (voir l'article 08 : / instruction aux soumissionnaires du CDC)

Les offres (Dossier de candidature, l'offre technique et financière) doivent être déposées au siège de la Direction des Travaux Publics de la Wilaya d'Oran 2ème étage -Bd Mimouni Lachen -Oran- en (02) deux enveloppes séparées sous un pli cacheté anonyme et portant la mention suivante :

AVIS D'APPEL D'OFFRE NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITE MINIMALE N°02 /SEERR/DTP/2026

Projet : Entretien courant des routes nationales

Lot 1 : Fourniture de voirie

Lot 2 : Habillement des ouvriers

Lot 3 : Acquisition de moyens

- « A n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres »
- ✓ La durée de préparation des offres est fixée à dix (15) jours à compter de la première parution du présent avis dans la presse nationale ou le BOMOP.
 - ✓ Les plis seront déposés le dernier jour de la durée de préparation des offres avant 10h45. Si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, le dépôt des offres est prorogé jusqu'au jour ouvrable suivant.
 - ✓ L'ouverture des plis techniques et financiers se fera en séance publique le même jour de la date de dépôt des offres à 11h00 au siège de la Direction des Travaux Publics de la Wilaya d'Oran. Les soumissionnaires sont cordialement invités à y assister.
 - ✓ Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une période de la durée de préparation des offres augmentée de 03 mois.

LE DIRECTEUR

ANEP N° 2631000836

Le Quotidien d'Oran 20/01/2026

APARTEMENTS

■ Loue appart F3, 3° étage, meublé, top clim, cité clôturée avec parking, Hai Khemisti, Akid Lotfi, Oran. Prix après visite - Tél : 0553.28.11.49

VILLAS

■ Vds villa à El Manzeh, Canastel, sup 171 m², actée + L/F quartier résidentiel. Prix après visite ; curieux s'abstenir - Contacter : 0665.11.86.35

LOCAUX

■ A.V Hôtel à Tindouf, bâtiment R+2 superf : 513 m², avec extension de 437 m², 08 niveaux administratifs, composé réception, cafétéria, restaurant et 42 chambres, 08 locaux commerciaux et 02 parkings (01 inter + 01 extérieur). Prix 45 - Tel : 0662.47.39.74 -0674.64.82.20

DIVERS

■ Entreprise Trvx bâtiments vous offre ses services peinture, brique, finition, faïences, d/sol, plomberie, aménagement... pour particuliers, hôtels, Stés... - Aïn El-Turck, Oran - Tel : 0792.56.03.68

■ A louer local commercial situé à la zone commerciale des pièces détachées en plein C/V de l'autoroute Delmonte Oran. Tél : 0666.39.38.43 pour RDV à une visite des lieux.

■ Jeune dame garde malade pour personnes âgées, enfants handicapés et autres cas - Tél : 0798.38.67.73

EMPLOIS

■ Recrute deux assistants (es) bilingues, pour bureau de traduction officielle. Veuillez nous contacter au : traductiondjebbar@gmail.com

PENSÉE

Hommage à notre cher père et grand-père CHAIB



Mohamed «Hamid». Parti déjà depuis janvier 2012 pour un monde meilleur et éternel ; laissant un grand vide dans la famille et de la tristesse dans nos cœurs. Que ceux qui l'ont connu prient pour le repos de son âme.

NAISSANCE

Les familles BENELHADJ et ZIMMERMANN

ont la joie de vous faire part de la naissance,

samedi 17 janvier, à 22h, de Sohan.

Une étoile de plus dans un foyer heureux où sa maman Nedjma

éclaire les premiers pas de son fils.





REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTERE DE L'HABITAT, L'URBANISME ET DE LA VILLE & DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE
AGENCE NATIONALE DE L'AMELIORATION ET DU DEVELOPPEMENT DU LOGEMENT -AADL-
DIRECTION REGIONALE D'ORAN
Sise à bloc 23 cité 1377 logements FACE USTO – Wilaya D'ORAN

N° Identification fiscale : 000016001405697
PROGRAMME DE 185 000 LOGEMENTS
« LOCATION-VENTE »
Zone 02

**LA RÉALISATION DE 1000/3800 LOGEMENTS EN LOCATION VENTE EN TCE AVEC LOCAUX A USAGE COMMERCIAL
ET PROFESSIONNEL ET CONCIERGERIE Y COMPRIS LES TRAVAUX DE VIABILISATION**
« RESEAUX TERTIAIRES » AU SITE 02 POLE URBAIN BOUDJEMIL, COMMUNE DE BENI MESTER - WILAYA DE TLEMCEEN

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES

N° 12/DR ORAN/AADL/2026

RELANCE SUITE A UNE INFRUCTUOSITE

Conformément aux articles 36, 38, et 39 de la loi N° 23-12 du 05/08/2023 fixant les Règles Générales relatives aux marchés publics et aux articles 40, 43, et 44 du décret présidentiel N° 15-247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations du service public L'AGENCE NATIONALE DE L'AMELIORATION ET DU DEVELOPPEMENT DU LOGEMENT- DIRECTION REGIONALE ORAN – AADL lance un avis d'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales pour : LA RÉALISATION DE 1000/3800 LOGEMENTS EN LOCATION VENTE EN TCE AVEC LOCAUX A USAGE COMMERCIAL ET PROFESSIONNEL ET CONCIERGERIE Y COMPRIS LES TRAVAUX DE VIABILISATION « RESEAUX TERTIAIRES » AU SITE 02 POLE URBAIN BOUDJEMIL, COMMUNE DE BENI MESTER, WILAYA DE TLEMCEEN. Réparti en deux lots :

LOT 01 : 424/1000 Logements
LOT 02 : 576/1000 Logements

En application des dispositions des articles 53 à 57 du décret présidentiel N°15-247 du 16 Septembre 2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public,

En application décret exécutif N°93 289 du 28/11/93 portant obligation pour toutes les entreprises intervenant dans le cadre de la réalisation des marchés publics du bâtiment, des travaux publics et de l'hydraulique, d'être titulaire du certificat de qualification et classification professionnelle, modifié et complété par le décret exécutif N°05 -114 du 07/04/05.

En application de l'arrêté interministériel du 01/03/1983 fixant la nomenclature des activités économiques des entreprises du bâtiment, travaux publics et l'hydraulique, sous peine d'élimination.

Le présent avis d'appel d'offres s'adresse aux entreprises publiques et privées remplissant les conditions d'éligibilité suivantes : citées dans l'article 05 de l'instruction soumissionnaires.

Tranche de 01 à 576 Logements

a) Capacités professionnelles :

- Ayant la qualification et classification professionnelle à la catégorie IV (Quatre) ou plus, qualifié en bâtiment comme activité principale et Travaux publics ou Hydraulique en activité secondaire (en cours de validité).

b) Capacités financières

Ayant un chiffre d'affaires cumulé des bilans des trois meilleures années des cinq dernières années (2020, 2021, 2022, 2023 et 2024) égale ou supérieur à 500 000 000,00 DA justifiés par les bilans fiscaux et ses annexes indiquant les différents résultats financiers, visés par les services des impôts.

c) Capacités techniques : ayant les moyens humains et matériels suivants :

1/-Moyens humains : le soumissionnaire devra avoir minimum le personnel suivant :

- Un (01), Architecte ou ingénieur ou master dans le domaine du bâtiment, ayant une expérience supérieure ou égale à 03 ans.

-Un (01) technicien supérieur en bâtiments ou plus, ayant une expérience supérieure ou égale à 03 ans Justifié par les pièces administratives et réglementaires y afférent à savoir : affiliation CNAS, CASNOS diplômes, et le cas échéant fiches carrières.

2/-Moyens matériels :

Le soumissionnaire doit avoir minimum les moyens suivants :

- Deux (02) camions de 15 t ou plus.

-Une (01) Centrale à Béton de 30 m3/h ou plus.

-Deux (02) Grues.

-Deux (02) pelles mécaniques

NB : La liste des moyens matériels de l'entreprise doit être appuyé par (Cartes grises et police d'assurances, pour le matériel roulant et constat récent d'huissier de justice justifiant la propriété du matériel et les références appuyés d'un acte de vente notarié, le cas échéant (daté de six mois maximums à la date de dépôt des offres) matériel non roulant, et/ou un contrat leasing avec une banque).

3/-Références professionnelles : ayant réalisé des travaux et remplissant l'une des conditions suivantes à savoir :

- Un projet de réalisation de 250 logements en TCE en un seul tenant.
- Ou Un cumul de projets de logements d'au moins 300 logements en TCE en prenant en considération les projets de 100 logements ou plus.
- Ou Un (01) projet d'équipement en totalité (TCE) de catégorie C ou plus.

maîtres d'ouvrages publics, datant de dix ans de (2016 à 2025) à partir de la date de réception provisoire sans réserve contenant :

- L'intitulé du projet
- Le Montant du projet
- Délai de réalisation

- Date du procès-verbal Provisoire

Si l'une des conditions d'éligibilité n'est pas satisfaite, l'offre sera rejetée systématiquement.

Le dossier de candidature ne peut être complété.

Les pièces justifiant les conditions d'éligibilité ne doivent pas être présentes dans l'offre technique

Le soumissionnaire peut soumissionner pour un lot ou plusieurs lots

Le cahier des charges doit être retiré par le candidat soumissionnaire ou son représentant désigné à cet effet sur présentation d'un extrait du registre de commerce ou une copie du certificat de qualification et de classification professionnelle contre le paiement de Vingt Mille (20 000,00 DA), auprès de la banque CPA : N°0040416401002754607, non remboursable représentant les frais de la documentation contre la remise d'un reçu de paiement à joindre dans l'offre technique, le dossier de l'appel d'offre sera retiré auprès de :

La Direction Régionale « AADL » ORAN

Sise bloc 23 cité 1377 logements FACE USTO – Wilaya D'ORAN

Conformément à l'article 47 de la loi N°23-12 du 05/08/2023 fixant les Règles Générales, relatives aux marchés publics et l'article 67 du décret présidentiel n° 15 -247 du 16 septembre 2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public, le dossier de l'appel d'offre mis à la disposition des soumissionnaires, contient les renseignements et les documents nécessaires lui permettant de présenter des offres acceptables à savoir :

- Dossier de candidature
- Offre Technique
- Offre Financière

Le dossier de candidature, l'offre technique et l'offre financière sont insérés dans des enveloppes séparées et cachetées, indiquant la dénomination de l'entreprise, la référence et l'objet de l'appel d'offres ainsi que la mention « dossier de candidature », « offre technique », « offre financière » selon le cas.

Ces enveloppes sont mises dans une autre enveloppe cachetée et anonyme comportant la mention « à n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres –avis d'appel d'offres N°.....l'objet de l'appel d'offres » et elles contiennent :

L'enveloppe dénommée « DOSSIER DE CANDIDATURE » contient :

- Une déclaration de candidature (selon modèle ci-joint) renseignée, signée, datée, avec apposition de cachet
- Une déclaration de probité (selon modèle ci-joint) renseignée, signée, datée, avec apposition de cachet.
- Une déclaration de sous-traitant (selon modèle ci-joint) renseignée, signée, datée, avec apposition de cachet.

Les statuts pour les sociétés

Les documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes à engager l'entreprise

Tout document permettant d'évaluer les capacités des candidats soumissionnaires cités à l'article N°04 du présent cahier des charges à savoir :

a)-Capacités professionnelles :

Une copie du certificat de qualification et de classification professionnelle

Une copie du registre de commerce

b)-Capacités financières : moyens financiers justifiés par les bilans et les références bancaires :

Relevé bancaire ou attestation de solvabilité délivrée par la banque du soumissionnaire.

Les bilans comptables et ses annexes indiquant les différents résultats financiers des trois meilleurs bilans des cinq dernières années (2020, 2021, 2022, 2023 et 2024) (visé par les services des impôts).

Une copie de l'attestation justifiant l'accomplissement de la procédure de dépôt légal des comptes sociaux délivrée par les antennes locales du centre national du registre de commerce (CNRC).

c)-Capacités techniques : moyens humains et matériels et références professionnelles :

Copie des attestations fiscales, parafiscales d'organismes de sécurité sociale (CNAS,

CASNOS et extrait de rôle apuré ou avec échéancier)

Numéro d'immatriculation fiscale (carte fiscale).

Liste des moyens humains (mise à jour CNAS et Diplômes, et le cas échéant fiches carrières),

La liste des moyens matériels de l'entreprise (Cartes grises et police d'assurances pour le matériel roulant, et constat récent d'un huissier de justice justifiant la propriété du matériel et les références appuyés d'un acte de vente notarié, le cas échéant (daté de six (06) mois maximum à la date de dépôt des offres), ou contrat leasing avec une banque.

Références professionnelles accompagnées des attestations de bonne exécution ou attestation d'exécution délivrées par des maîtres d'ouvrage publics datant de dix ans de (2016 à 2025) à partir de la date de réception provisoire sans réserve.

NB : Toute pièce fournie par l'entreprise doit être valide à la date d'ouverture des plis.

B. L'enveloppe dénommée « L'OFFRE TECHNIQUE » contient :

1/La déclaration de souscrire (selon modèle ci-joint) renseignée, signée, datée, avec apposition de cachet.

2/Tout document permettant d'évaluer l'offre technique : un mémoire technique justificatif signé, daté et cacheté par le soumissionnaire selon modèle joint au présent cahier des charges (sous peine de rejet de l'offre) et tout autre document exigé y afférent à savoir :

Les moyens humains à mobiliser pour le projet

Le matériel et équipement à mobiliser pour le projet

Méthodologie d'exécution des travaux

Contraintes d'exécution des travaux et solutions proposées

Le Délai d'exécution

3/-Le cahier des charges portant à sa dernière page, la mention manuscrite « lu et accepté ».

4/-Caution de soumission d'un montant supérieur à 1% de l'offre pour les offres excédants le montant d'un milliard de dinars en toutes taxes comprises (1 000 000 000,00) DA/TTC

C L'enveloppe dénommée « L'OFFRE FINANCIERE » contient :

1/-La lettre de soumission (selon modèle ci-joint) renseignée, signée, datée, avec apposition de cachet.

2/- La décomposition du prix globale et forfaitaire partie logement.

3/- Tableau récapitulatif du montant partie logement .

4/- La décomposition du prix globale et forfaitaire partie commerce

5/- Tableau récapitulatif du montant partie commerce

6/- La décomposition du prix globale et forfaitaire partie Conciergerie

7/- Tableau récapitulatif du montant partie conciergerie

8/- La décomposition du prix globale et forfaitaire partie VRD.

9/- Tableau récapitulatif du montant partie VRD.

10/- Tableau récapitulatif du Montant Total du lot .

11/- Tableau récapitulatif du montant total du marché.

Le délai de préparation des offres est de Quinze (15) jours, il commence à courir à partir de la 1ère publication de l'avis d'appel d'offres dans le BOMOP ou dans l'un des quotidiens nationaux (presse écrite ou presse électronique) ou portail électronique .

Le dépôt des offres s'effectue le dernier jour de la durée de préparation des offres, soit le quinzième (15^{ème}) jour au plus tard à 12 h 00.

L'offre doit être déposée dans les délais requis à l'adresse ci-après :

La Direction Régionale « AADL » ORAN

Secrétariat Régional 6^{ème} étage

Sise bloc 23 cité 1377 logements FACE USTO – Wilaya D'ORAN.

L'ouverture en séance publique des plis des dossiers de candidatures, des offres techniques et financières s'effectuera en une seule phase au siège du maître de l'ouvrage indiqué ci-dessus en présence des soumissionnaires, le jour coïncidant avec la date de dépôt des offres sus-indiquée à treize (13 h00) heures. Cette date est tacitement reportée au premier jour ouvrable, au cas où cette date coïncide avec un jour férié et/ou de repos hebdomadaire légal.

L'offre demeure valide pendant une période (90) quatre-vingt-dix jour augmentée de la durée de préparation des offres.

Le présent avis tient lieu d'invitation aux soumissionnaires pour assister à l'ouverture des plis.

Le Directeur Régional
« AADL » ORAN

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS ET DES INFRASTRUCTURES DE BASE
DIRECTION DES TRAVAUX PUBLICS
DE LA WILAYA DE TLEMCCEN

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL N° 218...../2025

Numéro d'identification fiscal : 408015000013078

La Direction des Travaux Publics de Tlemcen lance un avis d'appel d'offres national pour la réalisation des travaux de renforcement des postes de stationnement (2, 3, 4, 5, et 6) du parking avion de l'aérodrome de Tlemcen (W-Tlemcen).

Les entreprises de droit algérien disposants de :

- Capacités professionnelles
Le soumissionnaire, doit être qualifiée dans le domaine des Travaux Publics (Activité Principale) et classée à la catégorie Six (VI) ou plus, justifié par un certificat de qualification et de classification en cours de validité le jour d'ouverture des plis.
- Capacités financières
Le soumissionnaire doit avoir réalisé durant les trois (03) années (2024, 2023 et 2022) un chiffre d'affaires annuel moyen d'un montant de 70 000 000,00 de DA.
- Capacités techniques
Le soumissionnaire doit avoir réalisé, au moins un projet aéroportuaire ou routier, justifié par une seule attestation de bonne exécution de projet de même nature, délivrée par les Maîtres d'Ouvrage.

Enrobé (BB et/ou GB) : 4000 tonnes

intéressés par le présent avis peuvent retirer le cahier des charges auprès de la DTP de Tlemcen (Bureau des Marchés), et participer au présent Appel d'Offre National.

Le soumissionnaire est tenu de présenter son offre en deux exemplaires un « original » et une « copie ». Chaque exemplaire doit contenir trois offres distinctes, offre de candidature, offre technique et offre financière :

1) Contenu du dossier de candidature :

Déclaration de candidature ; Déclaration de probité ; Statuts pour les sociétés ; Certificat de qualification et classification ; Bilans financiers des 03 dernières années ; Références bancaires ; le RIB et Références professionnelles.

2) Contenu de l'offre technique :

Déclaration à souscrire ; Mémoire technique justificatif ; Planning des travaux et le cahier des charges avec " lu et accepté ".

3) Offre financière

Lettre de soumission ; BPU et le DQE et le SDPU.

NB : Pour plus de précisions sur le détail des documents à fournir par le soumissionnaire, il faut se référer au cahier des charges.

Le tout sera mis dans une enveloppe (dite extérieure) scellée et anonyme et devra porter la mention :

A MONSIEUR LE DIRECTEUR DES TRAVAUX PUBLICS DE LA WILAYA DE TLEMCCEN
APPEL D'OFFRES D'OFFRE NATIONAL OUVERT
N° 218...../2025
Renforcement des postes de stationnement (2, 3, 4, 5, et 6) du parking avion de l'aérodrome de Tlemcen (W-Tlemcen).
"A N'OUVRIR QUE PAR LA COMMISSION D'OUVERTURE DES PLIS ET D'EVALUATION DES OFFRES"

Les plis seront déposés par le soumissionnaire ou son représentant dûment mandaté.

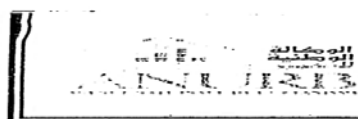
Le dépôt des offres se fera le dernier jour de la durée de préparation des offres de 8H 30 mn à 14 H 00 mn, à la DTP de Tlemcen - 16 Boulevard Colonel Lotfi « Bureau des marchés ; Si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la durée de préparation des offres est prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant aux mêmes heures.

La durée accordée pour la préparation des offres est de Vingt et un (21) jours à compter de la première publication du présent avis dans le BOMOP ou dans les quotidiens nationaux.

L'ouverture des plis en séance publique intervient le jour correspondant à la date de dépôt des offres à 14 H 30 mn, en présence des soumissionnaires désireux y assister.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une durée équivalente à la durée de préparation des offres augmentée de trois (03) mois à compter de la date de dépôt des offres.

ANEP N° 2631000873 Le Quotidien d'Oran 20/01/2026



الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية
REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
Ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville
Agence Nationale de l'Urbanisme - ANURB -
الوكالة الوطنية للدراسات والتخطيط في التعمير
Centre d'Etudes et de Réalisation en Urbanisme -URBOR-
مركز الدراسات والتخطيط والتعمير
E.P.E. S.F.A - au capital social 385.000.000 D.A



REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTRE DE L'HABITAT, DE L'URBANISME ET DE LA VILLE
CENTRE D'ETUDES ET DE REALISATION EN URBANISME -URBOR-
AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCES DE CAPACITES MINIMALES
N° 01/2026
NIF : 000031010478742

Le centre d'études et de réalisation en urbanisme -URBOR- lance un avis d'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales relatif à l'achat de 10 véhicules touristiques pour le centre d'études et de réalisation en urbanisme -URBOR-.

Les entreprises qualifiées remplissant les conditions ci-dessous peuvent directement ou par le biais des représentants dûment mandatés par leurs soins retirer le présent cahier des charges auprès de l'adresse suivante :

124 Avenue aspirant Hammou Mokhtar -Oran N° Tél. (040)47.72.47 & Fax : (040)47.72.47

Site web « www.urbor.com » E-mail : contact@urbor.dz

Entre un paiement de 15 000 DA frais de reproduction ; espèces ou virement bancaire à la BDR BANK au compte N°00300950000121930097

Conditions d'éligibilité :

- Peuvent participer à l'appel d'offres faisant l'objet du présent cahier des charges, les concessionnaires de véhicules automobiles disposant d'un agrément en cours de validité délivré par les services concernés du Ministère chargés de l'Industrie.
- D'un certificat attestant le respect des conditions et modalités exigées à l'exercice de l'activité de commercialisation et d'importation de matières premières de produits et de marchandises destinées à la vente, délivré par le ministère chargé du commerce.
- D'un registre de commerce comportant l'activité objet du présent cahier des charges.
- Les soumissionnaires doivent justifier de la qualité du concessionnaire de véhicules neufs, de constructeurs de véhicules et disposer d'un service après-vente et de maintenance, les réparations et les pièces de rechange conformes aux exigences réglementaires.
- D'un délai de garantie qui doit être à un minimum de 24 mois. Toute offre proposant un délai de garantie inférieur à ce délai sera rejeté.

La durée de préparation de l'offre est de 21 jours à compter de la première apparition de l'avis d'appel d'offre.

La durée de validité de l'offre est de 03 mois + 21 jours (préparation de l'offre).

Première enveloppe :

Dossier de candidature

- Une déclaration de candidature remplie, datée et revêtue du cachet et de la signature du soumissionnaire, selon le modèle joint en annexe du présent cahier des charges ;
- Une déclaration de probité remplie, datée et revêtue du cachet et de la signature du soumissionnaire, selon le modèle joint en annexe du présent cahier des charges ;
- Une copie du statut du soumissionnaire dans le cas où celui-ci est une société commerciale ;
- Les copies des bilans comptables des trois (03) dernières années (2021, 2022, 2023...), certifiées par un commissaire aux comptes, dans le cas où ceci est exigé par la réglementation ou, à défaut, visés par les services de l'inspection des impôts compétents, accompagnées des copies des comptes de résultats de la même période ;
- Les références professionnelles du soumissionnaire appuyées par des attestations de bonne exécution de commandes de véhicules de service, délivrées par les Maîtres d'Ouvrages concernés ;
- L'extrait de casier judiciaire original du soumissionnaire lorsqu'il s'agit d'une personne physique, et du gérant ou du directeur général de l'entreprise lorsqu'il s'agit d'une société commerciale ;
- Une délégation du pouvoir de signature dans le cas où le signataire de l'offre n'est pas le soumissionnaire lui-même.
- Une copie de l'extrait du registre de commerce portant le code de l'activité ;
- L'extrait de rôle du soumissionnaire, apuré ou avec échéancier de paiement, daté de moins de trois (03) mois, délivré par les services des impôts compétents comportant la mention (non inscrit dans le fichier des fraudeurs) ;
- Une copie de la carte ou du document portant le numéro d'identification fiscale ;
- Une copie de l'attestation de dépôt légal des comptes sociaux délivrée par les services du Centre National du Registre de Commerce, pour les soumissionnaires ayant le statut de société commerciale.
- L'agrément en cours de validité délivré par les services concernés du Ministère chargés de l'Industrie.
- Le certificat attestant le respect des conditions et modalités exigées à l'exercice de l'activité de commercialisation et d'importation de matières premières, de produits et de marchandises destinées à la vente, délivré par le ministère chargé du commerce.

Deuxième enveloppe :

Offre technique

- Une déclaration à souscrire selon le modèle joint en annexe du présent cahier des charges, remplie, datée et signée par le soumissionnaire ;
- Le présent cahier des charges, revêtu en sa dernière page, du cachet et de la signature du soumissionnaire, précédés de la mention manuscrite « Lu et accepté », avec toutes les pages paraphées par ses soins.
- Les caractéristiques techniques des véhicules proposés sur un document portant l'en-tête du soumissionnaire et revêtu de son cachet et de sa signature et ce conformément aux caractéristiques et spécifications minimales exigées dans le présent cahier des charges appuyées par des fiches techniques.
- Un engagement sur le délai de livraison proposé sur un document portant l'en-tête du soumissionnaire et revêtu de son cachet et de sa signature ;
- Un engagement sur le délai de garantie proposé sur un document portant l'en-tête du soumissionnaire et revêtu de son cachet et de sa signature ;
- Un engagement sur l'existence d'un réseau de service après-vente en Algérie, avec l'indication des wilayas d'implantation, sur un document portant l'en-tête du soumissionnaire et revêtu de son cachet et de sa signature ;
- Une lettre d'engagement établie et dûment signée par le soumissionnaire, par laquelle s'engage que les pièces de rechange du matériel proposé seront disponibles pendant une durée de 02 ans
- Certificat d'origine du produit.

Troisième enveloppe :

Offre financière

- La lettre de soumission remplie, datée et revêtue du cachet et de la signature du soumissionnaire, établie selon le modèle figurant en annexe du présent cahier des charges ;
- Le bordereau des prix unitaires hors taxes, daté et revêtu du cachet et de la signature du soumissionnaire, établi selon le modèle figurant en annexe du présent cahier des charges ;
- Le détail quantitatif et estimatif hors taxes et en toutes taxes comprises, daté et revêtu du cachet et de la signature du soumissionnaire, établi selon le modèle figurant en annexe du présent cahier des charges.

B : la lettre de soumission doit contenir le montant en chiffres et en lettres en hors taxes et en toutes taxes comprises.

Présentation de l'offre :

Les offres constituées d'un dossier de candidature, d'une offre technique et d'une offre financière Sous une enveloppe principale cachetée et anonyme ne comportant aucune inscription extérieure autre que la mention suivante :

« A N'OUVRIR QUE PAR LA COMMISSION D'OUVERTURE DES PLIS ET D'EVALUATION DES OFFRES »

« A vis d'appel d'offres : ACHAT DE 10 VEHICULES TOURISTIQUES POUR LE CENTRE D'ETUDES ET DE REALISATION EN URBANISME-URBOR- »

Cette enveloppe principale abritera les Trois (03) enveloppes séparées et cachetées indiquant la dénomination de l'entreprise, l'adresse la référence et l'objet de l'appel d'offres ainsi que la mention : « DOSSIER DE CANDIDATURE », « OFFRE TECHNIQUE », « OFFRE FINANCIERE »

Adresse pour le dépôt des offres : Les offres sous forme précisée ci-dessus devront être déposées à l'adresse suivante :
124 Avenue aspirant Hammou Mokhtar -Oran -département commercial
N° Tél. (040)47.72.47 & Fax : (040)47.72.47

Choix de l'offre : L'offre la moins disant du soumissionnaire pré qualifié techniquement

LE DIRECTEUR GENERAL

ANEP N° 2631100037 Le Quotidien d'Oran 20/01/2026

2

21.10 La Guerre, Donald Trump et nous



Dans la lignée de "Un président, l'Europe et la guerre", Guy Lagache poursuit le récit des bouleversements géopolitiques actuels en immersion auprès de la cellule diplomatique élyséenne. Le documentaire suit sur plusieurs mois l'action d'Emmanuel Macron entouré des membres clés de son équipe. Comme pour le premier opus, Guy Lagache tourne seul avec un équipement léger lui permettant de s'effacer. Si dans sa réalisation le film suit le principe du volet précédent, la narration est complétée d'entretiens posés et éclairants avec d'autres acteurs essentiels de...
22.55 L'événement

3

20.10 Face à face



Saison 4 - Ep 5 : Amour sans frontières
Au centre chorégraphique de Strasbourg, Vanessa découvre le corps sans vie d'une femme. En explorant les lieux, elle tombe sur une petite fille et un adolescent cachés dans une penderie. Ce sont les enfants de Sophie Moreno, qu'elle a eue avec un chorégraphe allemand qu'elle décrit comme violent. Au fur et à mesure des investigations, les deux sœurs apprennent que Sophie a perdu la garde de ses enfants à la suite d'un jugement rendu en Allemagne, où la garde est systématiquement attribuée au parent de nationalité...
19.05 On vous emmène ici
09.15 ICI dans votre région
10.50 La cuisine des mousquetaires
11.20 Flavie en France
12.26 ICI 12/13
12.55 Météo à la carte
14.00 Meurtres au paradis
17.25 Duels en familles
18.00 Slam
19.15 ICI 19/20 édition toutes régions
19.50 On vous

4

21.05 La nuit de la déprime



La Nuit de la Déprime, un événement musical unique en son genre, qui mêle émotion et solidarité, revient pour sa 11e édition. A cette occasion, les Folies Bergère vibrent au rythme des performances des grandes voix de la chanson française. Pendant plusieurs heures, la mélancolie se transforme en joie collective. Sous la direction de Raphaël Mezrahi, cette édition promet une communion inoubliable entre les artistes et le public. Pour la première fois, Catherine Ringer endosse le rôle de marraine, ajoutant sa touche magique à...
23.20 Festival Meudon Rire de tout

5

arte

TMC

09.30 Les maternelles XXL
11.00 Une planète, sept mondes sauvages
11.55 Le retour des loutres d'Europe
13.00 Sur la piste des chiens sauvages d'Afrique
13.35 Le Mag de la santé
14.40 Les routes de l'impossible
16.55 C pas si loin
17.40 C dans l'air
18.55 C à vous
20.05 C à vous la suite
21.00 Enquête de santé
22.45 C ce soir

11.20 Oiseaux migrateurs...
12.05 Groenland, dans le sillage de Charcot
13.00 La Lettonie s'arme contre Poutine
15.20 Des vignes et des hommes
15.50 Groenland, une île aux confins du monde
16.35 Himalaya, la quête du léopard des neiges
17.20 Invitation au voyage
18.50 Voyage en cuisine
19.45 Arte journal
20.05 28 minutes
21.00 Les armes secrètes de Poutine

09.50 Madame est servie
13.55 Rizzoli & Isles . autopsie d'un meurtre
18.25 L'avant Quotidien
19.15 Quotidien
21.20 La grande odyssée
21.25 90' Enquêtes



CANAL+ CINEMA 21.00

GOD SAVE THE TUCHE

Acteur: Jean-Paul Rouve, Isabelle Nanty, Claire Nadeau, Sarah Stern, Pierre Lottin.
Après avoir goûté aux sommets du pouvoir – et des embarras qui vont avec –, la famille la plus déjantée de France a enfin trouvé son équilibre. Cathy Tuche (Isabelle Nanty), reine incontestée de la frite, a métamorphosé sa modeste échoppe en une friterie branchée, où se mêlent recettes ancestrales et esthétique ultra-moderne, grâce à l'œil avisé de sa fille, Stéphanie (Sarah Stern), devenue une designer talentueuse. De son côté, Jeff Tuche (Jean-Paul Rouve), l'ex-président aussi charismatique que maladroit, s'investit corps et âme dans le club de foot local, tandis que leur fils Wilfried...



CINE + FAMIZ 20.50

LES VACANCES DU PETIT NICOLAS

Acteur: Valérie Lemercier, Kad Merad, Mathéo Boisselier, Dominique Lavanant
L'année scolaire vient de se terminer, Nicolas et ses parents vont partir en vacances à la mer. Mais ces derniers ne cessent de se disputer car le père de Nicolas refuse d'emmener avec eux Mémé. Son épouse ne cède pas. Et ils se retrouvent tous les quatre à l'hôtel Beau-Rivage pour l'été. Malgré les rapports tendus entre le père de Nicolas et sa belle-mère, tout le monde semble profiter du séjour. Sur place, Nicolas se fait vite de nouveaux copains. Mais il se met bientôt en tête que ses parents veulent le marier.



CINE + FRISSE 20.50

NOPE

Acteur: Daniel Kaluuya, Keke Palmer, Steven Yeun, Michael Wincott,...
En Californie, dans le ranch familial Haywood's Hollywood Horses, OJ Haywood assiste impuissant à la mort de son père, Otis Haywood Sr, victime d'une inexplicable chute d'objets quotidiens. Six mois plus tard, OJ, dresseur de chevaux pour des productions cinéma et télé, a retrouvé le chemin des plateaux pour un tournage, où il est bientôt rejoint par sa sœur Emerald. Tous deux se rendent ensuite dans un parc à thèmes western tenu par Ricky Park. Les affaires familiales connaissant un creux, tous deux sont obligés d'accepter des contrats moins gratifiants mais rémunérateurs.

TÉLÉVISION

TF1

21.10 Le grand concours



10.00 Bonjour ! Avec vous
10.55 Les Feux de l'amour
11.50 Les douze coups de midi
13.00 JT 13h
14.00 Plus belle la vie, encore plus belle
14.25 Justice pour ma soeur
16.00 Tuée pour son bébé : l'histoire vraie d'Heidi Broussard
17.30 Star Academy, la quotidienne
18.30 Ici tout commence
19.10 Demain nous appartient
20.00 JT 20h

Arthur revient avec une nouvelle soirée dédiée au "Grand concours" ! Entre éclats de rire et bons mots, pas moins de 18 personnalités ont répondu présent : David Azria, Samuel Bambi, Majid Berhila, Cartman, Andy Cocq, Lola Dubini, Gérémy Crédeville, Florian Gazan, Anne-Sophie Girard, Jeanfi Janssens, Philippe Lelièvre, Jean-Luc Lemoine, Guendal Marimoutou, Tanguy Pastureau, Anne Roumanoff, Julien Santini, Titoff et Caroline Vigneaux. Plus qu'un simple quiz de culture générale, ce Grand Concours est un mélange de compétitivité, d'autodérision et d'énergie, où chacun cherche à s'amuser tout en tentant d'être le ou la meilleur-e.

6

21.10 Appel à témoins



09.45 Ça peut vous arriver
11.30 Ça peut vous arriver chez vous
12.40 Météo
12.45 Le 12.45
13.35 Scènes de ménages
13.40 Un jour, un doc
17.30 La roue de la fortune
18.35 La meilleure boulangerie de France
19.45 Le 19.45
20.40 Scènes de ménages

Agression violente de Jimmy Le Pivert, 22 ans au moment des faits. La nuit du 5 au 6 juillet 2024, Jimmy, 22 ans, sort dans un bar de Saumur pour voir un match de l'Euro. En retournant à sa voiture avec un ami, ils sont pris à partie par trois personnes et, en voulant s'interposer pour calmer le jeu, Jimmy est la cible d'un coup extrêmement violent au niveau du crâne, qui le plonge dans le coma. - Jean-François Mourin, 20 ans, victime d'un délit de fuite.

CANAL+

21.05 De mauvaise foi



09.50 Le cercle à questions
12.05 La boîte à questions
12.10 En aparté
12.42 Clique
15.14 Impact : Vivantes



18.53 La boîte à questions
18.58 En aparté
19.34 Clique
20.32 En aparté

Dans le Paris bourgeois où les apparences comptent plus que les convictions, Réginald et Blandine forment un couple de notables aussi pieux qu'intransigeants. Notaire respecté, Réginald (Pascal Demolon) incarne l'ordre et la tradition, tandis que son épouse Blandine (Herrade Von Meier) veille jalousement sur les valeurs familiales, notamment la foi catholique qui structure leur vie. Leur équilibre est bouleversé quand leur fille, Athénaïs (Romane de Stabenrath), annonce ses fiançailles avec...

PLANETE +

TFX

W9

10.25 Mozart, l'ascension d'un génie
12.32 Il était une fois Walt Disney
13.57 Batailles de légende
15.35 Aux origines de la moto
17.28 La vie secrète des pharaons
19.23 American Pickers, la brocante made in USA
20.55 The Nazi Cartel
21.48 Adolf Eichmann : les aveux du diable
22.51 Sarajevo : Guerre et musique

09.00 Le destin de Lisa
11.35 Drop Dead Diva
16.10 Quatre mariages pour une lune de miel
19.00 Star Academy, la quotidienne
20.00 La Bataille : La malédiction de l'île
21.10 Le plan B
23.10 #Pire soirée



09.00 Kaamelott
11.10 NCIS
17.40 Les apprentis champions au ski
18.45 Tout beau, tout n9uf
21.25 L'île de la tentation
23.20 Et si on se rencontrait ?



L'Armée sahraouie cible des bases des forces d'occupation marocaines dans le secteur de Farsia

Les unités de l'Armée populaire de libération sahraouie (APLS) ont ciblé dimanche, des bases et des retranchements des forces d'occupation marocaines dans le secteur de Farsia, leur infligeant «de lourdes pertes humaines et matérielles», indique un communiqué militaire du ministère sahraoui de la Défense.

Des unités de l'APLS ont mené, dimanche matin, un bombardement intensif ciblant des bases et des retranchements des forces d'occupation marocaines dans les régions d'Al-Fayin et Laksibiyin, dans le secteur de Farsia, précise le communiqué rapporté par l'Agence de presse sahraouie (SPS).

Les attaques de l'APLS se poursuivent contre l'armée d'occupation marocaine, «lui infligeant de lourdes pertes humaines et matérielles» le long du mur de la honte (mur de sable), conclut le texte.

Le président syrien et les forces kurdes annoncent un accord de cessez-le-feu



Le président syrien Ahmad al-Chareh a annoncé dimanche un accord avec les Kurdes syriens, prévoyant un cessez-le-feu et l'intégration de leurs puissantes forces au sein de l'Etat syrien, après deux jours de rapide progression de ses troupes dans les zones tenues par les Kurdes dans le nord et le nord-est du pays. Le chef des forces kurdes de Syrie Mazloum Abdi, chef des Forces démocratiques syriennes (FDS), a confirmé avoir accepté «pour que cette guerre ne devienne pas une guerre civile» que ses forces se retirent des régions de Deir Ezzor et de Raqa vers Hasaké». La remise immédiate au gouvernement des provinces sous contrôle kurde et peuplées notamment d'Arabes de Deir Ezzor et Raqa, est actée ainsi que la prise en charge par Damas des prisonniers du groupe jihadiste Etat islamique (EI) et de leurs familles détenus dans des prisons et des camps contrôlés par les Kurdes.

M. Chareh a précisé devant la presse avoir signé l'accord à distance avec Mazloum Abdi.

Le Quotidien

D'ORAN
Edition Nationale d'Information

L'Afrique du Sud déclare l'état de catastrophe naturelle



L'Afrique du Sud a déclaré officiellement dimanche l'état de catastrophe nationale face aux inondations meurtrières et destructrices qui frappent depuis décembre le pays, ainsi que le Mozambique voisin. Les fortes pluies et les tempêtes qui s'abattent sur ces deux pays d'Afrique australe depuis plusieurs semaines ont

fait 30 morts dans les provinces sud-africaines de Limpopo and Mpumalanga (nord-est), et au moins huit au Mozambique.

Les autorités recherchent toujours des survivants et tentent de récupérer des corps.

Dans plusieurs régions du Mozambique, des rivières sont sorties de leurs lits, engloutis-

sant des quartiers entiers et forçant des milliers de personnes à fuir. L'Afrique du Sud a également dépêché des équipes de secours dans le sud du Mozambique dimanche après qu'une voiture transportant cinq membres d'une délégation sud-africaine a été emportée par les eaux à Chokwe, à 200 kilomètres au nord de Maputo.

Les Européens préparent des «contre-mesures» face au «chantage» de Trump

Les Européens préparent des contre-mesures pour répondre au «chantage» du président américain Donald Trump, qui menace de surtaxes douanières huit pays européens s'opposant à son ambition de s'emparer du Groenland, a dit lundi le ministre allemand de l'Economie.

«Nous ne céderons pas au chantage. L'Europe donnera une réponse claire et unanime. Nous préparons actuellement des contre-mesures concertées», a déclaré Lars Klingbeil, lors d'une conférence de presse avec son homologue français Roland Lescure, évoquant le gel de l'accord douanier américano-européen, l'entrée en vigueur de taxes sur des produits américains importés et la «boîte à outils» de l'UE pour répondre «au chantage économique».



EDITORIAL

Par Abdou BENABBOU

PALESTINE, UN PLAN DÉJÀ IMPOSÉ

Blanche est en marche. Le comité convoqué pour l'exécuter est en voie de finition, composé de personnalités et de chefs d'Etats hétéroclites dont certains par calculs et prudence temporisent leurs engagements, le temps de dégager quelques subsides à gagner.

De ce qui ressort a priori du consortium d'acteurs rassemblés, les Etats arabes occupent une bonne place et curieusement le dénominateur musulman est y adjoint. L'injonction imposée à la puissance financière des pays du Golfe de prendre en charge la reconstruction de Ghaza rasée par l'armée israélienne n'est

pas tue au moment où deux millions de Palestiniens ont été mis dans l'obligation génocidaire de la désert.

Ayant été triés par le bon vouloir des Américains, il n'est pas du tout évident que les personnalités «invitées» seraient en mesure de contrarier le plan déjà établi. D'autant que l'entité sioniste, laissée en aparté, semble vouloir opposer et renforcer un rejet lorsqu'elle affirme que le temps est arrivé pour elle pour imposer par tous les moyens sa totale souveraineté vis-à-vis des Etats-Unis. Le message est on ne peut plus clair.

Il n'est d'ailleurs pas écarté qu'elle ait été mise au parfum des détails du plan et que ses moues ne sont que figuratives servant au contraire de consistance à une complicité en permanence affirmée.

Pakistan : 14 morts et 60 personnes disparues dans l'incendie d'un centre commercial



Le bilan des victimes d'un incendie qui s'est déclaré samedi soir dans un centre commercial de la ville portuaire de Karachi, dans le sud du Pakistan, s'élève désormais à 14 morts, a annoncé lundi la police. Environ 60 personnes sont toujours portées disparues et les opérations de recherche et de sauvetage se poursuivent, ont déclaré les autorités locales.

Un précédent bilan faisait état d'au moins six morts et 17 blessés.

L'incendie a eu lieu au Gul Plaza, un centre commercial de plusieurs étages abritant plus de 1.200 magasins et situé sur la rue MA Jinnah. Les autorités ont déclaré que la cause de l'incendie n'avait pas encore été déterminée.

Les premières évaluations suggèrent qu'il pourrait avoir été déclenché par un court-circuit électrique, mais l'enquête se poursuit.